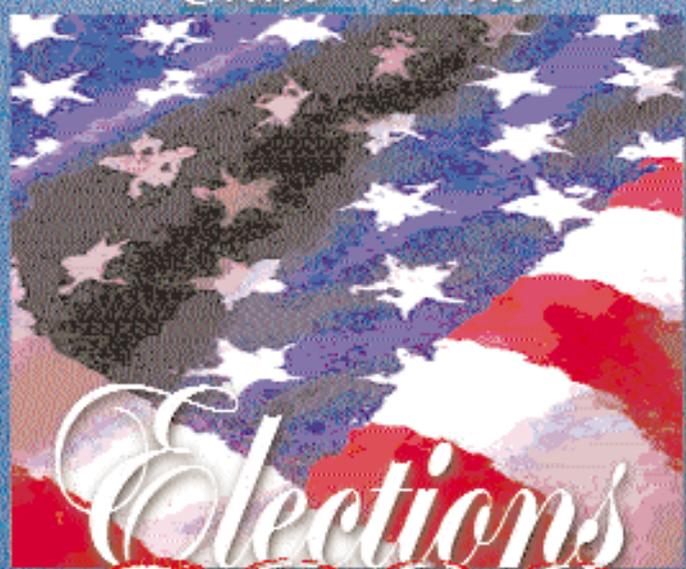


★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★
CTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIC
★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★
CTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIC
★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★
CTIONS ★ ★ ★ ELECTIC
★ ★ ★ ELECT
CTIONS ★ ★ ★ ELECTIC
★ ★ ★ ELECT
CTIONS ★ ★ ★ ELECTIC
CTIONS ★ ★ ★ ELECTIC
★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★
CTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIC
★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★
CTIONS ★ ★ ★ ELECTIONS ★ ★ ★ ELECTIC

Etats-Unis



Elections
2000

SOMMAIRE

2 **LES PARTIS POLITIQUES
AUX ETATS-UNIS**
PAR JOHN BIBBY
*Au cours de l'histoire, deux grands
partis ont toujours dominé la
politique américaine. Pourquoi le
régime des Etats-Unis rend-il si
difficile l'existence de tiers partis?*

8 **LE CHOIX D'UN CANDIDAT
A LA PRESIDENCE**
PAR STEPHEN WAYNE
*La longue campagne électorale
commence par des élections
primaires et des caucus organisés
Etat par Etat. Le champ se rétrécit
jusqu'au moment où il ne reste plus
que deux finalistes investis par les
conventions nationales des partis.*

13 **LE FINANCEMENT DE LA
CAMPAGNE: UN ENTRETIEN AVEC
DANNY MCDONALD**
PAR STUART GORIN
*Un membre de la Commission
électorale fédérale explique la loi qui
justifie et régit les dépenses
effectuées par les candidats à des
élections fédérales.*

18 **LE SCRUTIN DE L'AN 2000:
UN ENTRETIEN AVEC THOMAS MANN**
PAR PAUL MALAMUD
*La situation politique des Etats-Unis
aujourd'hui - les problèmes, les
partis, les processus et les forces en
jeu à l'approche des élections
présidentielles.*

28 **LES ELECTIONS LEGISLATIVES**
PAR JOHN ALDRICH
*Les élections de l'an 2000 peuvent
apporter des bouleversements
importants, tant au Congrès que
dans la politique américaine.*

32 **LES SONDAGES D'OPINION**
PAR CHRISTOPHER ARTERTON
*Les candidats utilisent les
techniques des sondages pour savoir
ce qui importe aux électeurs et pour
élaborer une stratégie en vue
de les convaincre.*

36 **LE ROLE DES MEDIAS**
PAR STEPHEN ANSOLABEHERE
*L'aptitude des candidats à utiliser
efficacement les médias, en
particulier la télévision, peut avoir
un effet considérable sur leurs
chances de gagner les élections.*

EN BREF

6 **LE COLLEGE DES GRANDS
ELECTEURS**

17 **LE B.A.-BA DU FINANCEMENT
DES CAMPAGNES ELECTORALES**

24 **LE CALENDRIER DE LA
CAMPAGNE ELECTORALE 2000**

43 **GLOSSAIRE POLITIQUE**

47 **POUR EN SAVOIR PLUS SUR
LES ELECTIONS AMERICAINES**

DIRECTEUR: GEORGE CLACK
RÉDACTRICE EN CHEF: ROSALIE TARGONSKI
DIRECTEUR ARTISTIQUE:
THADDEUS MIKSINSKI
DIRECTRICE DE LA PHOTOGRAPHIE:
MAGGIE JOHNSON SLIKER
RÉDACTEURS: STUART GORIN, KATHLEEN
HUG, PAUL MALAMUD, BARBARA SANDERS
VERSION FRANÇAISE: ARS, PARIS

★ ★ LES ELECTIONS DE L'AN 2000 AUX ETATS-UNIS ★ ★

DANS LE ROMAN DE MARK TWAIN, *LES AVENTURES DE TOM SAWYER*, LE HÉROS - UN GAMIN QUI VIT DANS UNE PETITE VILLE PERDUE AU FOND DES BOIS VERS 1850 - EXULTE À L'IDÉE D'ASSISTER À LA FÊTE DU 4 JUILLET. MAIS LORSQUE LE GRAND JOUR ARRIVE, TOM EST PROFONDÉMENT SURPRIS. POURQUOI ? LE SÉNATEUR AMÉRICAIN, QUI DOIT PRENDRE LA PAROLE ET QU'IL IMAGINE « LE PLUS GRAND HOMME DU MONDE », N'A PAS DIX MÈTRES DE HAUT COMME IL S'Y ATTENDAIT. ★ TOUS LES QUATRE ANS, LORSQUE LES AMÉRICAINS ÉLISENT L'UN DES LEURS À LA PRÉSIDENTIE DES ÉTATS-UNIS, FONCTION

QUE NOMBRE D'ENTRE EUX CONSIDÈRENT COMME LA PLUS IMPORTANTE DU MONDE, LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES PRENNENT AUSSI DES ALLURES SANS RAPPORT AVEC LA RÉALITÉ. PLEINS D'IDÉALISME ET D'ESPOIR, LES CANDIDATS LANGENT LEUR CAMPAGNE PLUS D'UN AN AVANT LA PREMIÈRE ÉLECTION PRIMAIRE. AU DÉBUT, L'APTITUDE D'UN CANDIDAT À COLLECTER DES FONDS POUR SA CAMPAGNE REVÊT UNE IMPORTANCE CONSIDÉRABLE. AUSSI LA PRESSE, POUR MESURER LA PROGRESSION DES CANDIDATS, S'INTÉRESSE-T-ELLE SOUVENT AU MONTANT DES FONDS RASSEMBLÉS. LES SONDAGES D'OPINION TIENNENT ÉGALEMENT LE COMPTE DES INTENTIONS DE VOTE JUSQU'AU JOUR OÙ LES SUFFRAGES S'EXPRIMENT VRAIMENT LORS DU PREMIER CAUCUS - DANS L'IOWA, EN JANVIER - SUIVI DE PRÈS PAR L'ÉLECTION PRIMAIRE DU NEW HAMPSHIRE. PUIS, ÉTAT APRÈS ÉTAT, LES RÉSULTATS DES AUTRES PRIMAIRES RESTREIGNENT LE NOMBRE DES CONCURRENTS. À LA FIN DE L'ÉTÉ, LES DEUX FINALISTES SONT CHOISIS LORS DE LA CONVENTION DE CHAQUE PARTI. LES DEUX VAINQUEURS SONT ALORS BIEN ROMPUS À LA CONTROVERSE ET PRÊTS ENFIN À S'AFFRONTER AU COURS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE GÉNÉRALE



QUI CULMINE EN NOVEMBRE. ★ AUX YEUX DES OBSERVATEURS ÉTRANGERS, LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES PEUVENT PRÊTER À CONFUSION POUR BIEN DES RAISONS : LA LONGUEUR DE LA CAMPAGNE, PAR EXEMPLE, L'APPARENTE DAVANTAGE À UN MARATHON QU'À UN SPRINT. IL Y A AUSSI L'ACCENT MIS SUR LA VIE PRIVÉE DES CANDIDATS, LE RÔLE JOUÉ PAR LES CONSULTANTS PROFESSIONNELS ET LA NÉCESSITÉ OÙ SE TROUVE CHAQUE CANDIDAT DE FORMULER SA VISION DE L'AVENIR NATIONAL. SUR CE DERNIER POINT, IL FAUT RAPPELER QUE LES AMÉRICAINS TIENNENT DEPUIS TOUJOURS LEUR

PAYS POUR UN RÉSERVOIR DE POSSIBILITÉS ILLIMITÉES ET QU'UN CANDIDAT DÉPOURVU DE GRANDS DESSEINS NE SERAIT PAS PRIS AU SÉRIEUX.

★ CETTE BROCHURE SE VEUT UNE SORTE DE GUIDE POUR LA PREMIÈRE CAMPAGNE ÉLECTORALE AMÉRICAINNE DU SIÈCLE NOUVEAU. NOUS AVONS DEMANDÉ À CERTAINS DE NOS PRINCIPAUX POLITOLOGUES D'ANALYSER LES COURANTS

QUI AFFECTERONT LE SCRUTIN ET DE PRÉCISER LES POINTS À SUIVRE PENDANT LA CAMPAGNE DE L'AN 2000. ★ « CETTE ÉLECTION EST INTÉRESSANTE, CAR IL S'AGIT D'UN SCRUTIN EXTRAORDINAIREMENT OUVERT, CAPABLE DE LAISSER POUR LONGTEMPS SON EMPREINTE SUR LA POLITIQUE AMÉRICAINNE, ÉCRIT UN POLITOLOGUE DE WASHINGTON, THOMAS MANN. LES PARTIS (RÉPUBLICAIN ET DÉMOCRATE) SONT ACTUELLEMENT À PEU PRÈS À ÉGALITÉ, ET PEUT-ÊTRE PLUS DÉCIDÉS À EN DÉCOUDRE POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DES DÉCENNIES. UNE VICTOIRE DÉCISIVE DE L'UN DES DEUX PARTIS POURRAIT PRÉLUDER À UN RÉALIGNEMENT QUI PERMETTRAIT À CETTE FORMATION DE DOMINER LA SCÈNE POLITIQUE ET L'ACTION DU GOUVERNEMENT PENDANT DE NOMBREUSES ANNÉES. » ★

★ LES ★ PARTIS POLITIQUES AUX ETATS-UNIS

PAR JOHN BIBBY

Lorsque les fondateurs de la république des Etats-Unis rédigeaient la Constitution, en 1787, ils n'assignèrent aucun rôle précis aux partis politiques dans la structure de l'Etat. En fait, ils cherchèrent, par le truchement de diverses dispositions constitutionnelles telles que la séparation et l'équilibre des pouvoirs et l'élection indirecte du président par un collège de grands électeurs, à isoler la nouvelle république des partis et factions politiques.

En dépit de ces intentions, les Etats-Unis furent le premier pays à créer des partis de dimension nationale et à transférer le pouvoir exécutif d'une formation politique à une autre par des élections, en 1800.

NAISSANCE ET INFLUENCE DES PARTIS POLITIQUES

La création des partis politiques fut étroitement liée à l'extension du droit de vote, qui cessa d'être limité aux propriétaires terriens au début des années 1800. L'électorat s'étant considérablement développé, il fallut trouver un moyen de mobiliser les électeurs en masse. Les partis politiques s'organisèrent pour accomplir cette tâche essentielle. Ils sont donc nés dans le cadre

de cette révolution démocratique et font partie, depuis les années 1830, du paysage politique américain.

Aujourd'hui, les partis républicain et démocrate dominent la vie politique. Environ deux tiers des Américains se considèrent républicains ou démocrates et même ceux qui se disent indépendants ont généralement une couleur politique et font preuve d'un haut degré de fidélité envers l'un de ces partis. Ainsi, 75 % des indépendants à tendance démocrate ou républicaine ont voté pour le candidat du parti correspondant lors des cinq élections présidentielles qui ont eu lieu entre 1980 et 1996.

L'influence des partis se manifeste aussi dans les institutions. Les deux grandes formations dominent la présidence, le Congrès, les postes de gouverneurs et les assemblées législatives des Etats. Tous les présidents qui se sont succédé depuis 1856 ont été soit républicains soit démocrates et, dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la part du suffrage populaire obtenue par les deux partis a atteint en moyenne 95 %.

Au lendemain des élections de 1998, le Congrès ne comptait qu'un seul représentant élu sous l'étiquette d'indépendant, et seulement vingt (0,3 %) des quelque 7 300 membres des assem-

blées législatives des Etats n'étaient ni républicains ni démocrates. Ces sont donc les deux principaux partis qui dominent les affaires publiques, au niveau national comme à l'échelon des Etats.

Même si, contrairement à

élections de 1994, les parlementaires républicains et démocrates manifestent de profondes divergences politiques et l'on constate un degré inhabituel d'unité au sein de chacune des deux formations. Il en résulte une atmos-



ce que l'on observe dans nombre de démocraties, les partis politiques américains s'identifient en général moins à une idéologie et à un programme, ils jouent cependant un rôle important dans l'élaboration de la politique nationale. Depuis les

phère survoltée d'affrontements partisans, notamment à la Chambre des représentants. Le président et la majorité parlementaire appartenant à des partis dif-

férents, les conflits surgissent inlassablement entre le président démocrate Bill Clinton et le Congrès dominé par les républicains. Ces dissensions partisans ont été particulièrement intenses pendant la procédure de des-



Les symboles des deux principaux partis politiques américains : l'âne des démocrates (à gauche) et l'éléphant des républicains (à droite).

titution engagée par les parlementaires contre le président Clinton en 1998 et 1999. L'esprit de parti exacerbé, qui a régné au sein du

Congrès et s'est manifesté dans les rapports entre les pouvoirs législatif et exécutif, montre combien les élus républicains et démocrates au Congrès ont accru leur unité idéologique et leur différence quant à leurs orientations politiques au cours des années 1990.

UN SYSTÈME BIPARTITE

La compétition électorale entre les deux partis politiques est l'une des caractéristiques les plus saillantes et les plus durables du régime politique américain. Depuis les années 1860, les républicains et les démocrates dominent la vie électorale. Ce record sans précédent du monopole constant des deux partis reflète autant les aspects structurels du régime politique que les particularités des partis américains.

La règle habituelle pour l'élection des parlementaires, à l'échelon fédéral et au niveau des Etats, est celle du scrutin majoritaire à un tour. Contrairement au scrutin proportionnel, un seul parti peut gagner dans une circonscription donnée. Cela encourage la formation de deux partis ayant une vaste base capable de remporter la majorité relative, tout en condamnant les tiers partis à une défaite quasi perpétuelle, ce qui ne favorise pas leur longévité, sauf s'ils joignent leurs forces à celles d'un grand parti.

Un autre facteur qui renforce le bipartisme est la façon dont le collège électoral choisit le président. Pour accéder à la Maison-Blanche, un candidat doit en effet obtenir la majorité absolue des 538 voix des grands électeurs des cinquante Etats, ce qui fait qu'il est très difficile pour un tiers parti de remporter la présidence s'il ne s'allie pas à l'un des deux grands. En outre, la règle du « tout ou rien » s'applique également à l'élection des grands électeurs de chaque Etat. Il suffit à un candidat à la présidence, pour remporter les suffrages de la totalité des grands électeurs d'un Etat, d'obtenir la majorité relative des suffrages populaires dans cet Etat. Comme le scrutin uninominal, le collège électoral défavorise les tiers partis, qui ont peu de chances de remporter les suffrages du collège électoral d'un Etat et encore moins un nombre suffisant d'Etats pour élire un président.

Etant donné que républicains et démocrates dominent l'appareil gouvernemental, il n'est pas étonnant qu'ils aient institué d'autres règles électorales qui les favorisent. Le simple fait de faire figurer le nom d'un nouveau parti sur les bulletins de vote d'un Etat peut se révéler une entreprise difficile et coûteuse. Ainsi, en Pennsylvanie, la loi exige de tout nouveau parti qu'il obtienne la signature de 99 000 inscrits pour que le nom de ses candidats figure sur les bulletins de vote. En outre, la loi sur les Campagnes électora-

les fédérales (*Federal Election Campaign Act*) accorde des avantages spéciaux aux principaux partis, notamment le financement public des campagnes présidentielles (plus de 60 millions de dollars en l'an 2000) et des conventions nationales, ainsi que des subventions d'un montant égal à celui des fonds privés réunis par les candidats à l'investiture de leur parti.

Le mode de nomination des candidats propre aux Etats-Unis constitue un obstacle structurel supplémentaire pour les tiers partis. La démocratie américaine est la seule au monde à recourir à des élections primaires pour désigner les candidats des partis aux fonctions électives dans les Etats et au Congrès, ainsi qu'à des primaires au niveau des Etats pour désigner les candidats à l'investiture de chaque parti en vue des élections à la présidence. Dans la plupart des pays, les candidats sont désignés par la direction des partis. Mais aux Etats-Unis, ce sont les électeurs qui décident.

Cette participation de l'électorat au processus de nomination contribue également à la domination des partis républicain et démocrate depuis cent quarante ans. En remportant l'investiture d'un parti lors d'élections primaires, des contestataires peuvent figurer sur les bulletins de vote à l'occasion de scrutins législatifs et

augmenter ainsi leurs chances de victoire aux élections nationales sans former de tiers parti. La désignation des candidats par le truchement de primaires tend donc à canaliser la contestation vers les deux grands partis et dispense les opposants de se lancer dans la tâche ardue qui consiste à former un tiers parti.

UNE VASTE BASE ET DES POSITIONS CENTRISTES

Les partis américains jouissent d'une large base de soutien dans toutes les classes sociales. A l'exception des électeurs afro-américains, dont 90% environ sont démocrates, les partis républicain et démocrate comptent un nombre important de partisans dans pratiquement tous les groupes socio-économiques du pays. Bien que les membres de syndicats soient généralement démocrates, les républicains peuvent compter recevoir au moins un tiers des voix de cet électorat et parfois jusqu'à 46% comme en 1984. De même, alors que le soutien dont bénéficie le Parti démocrate diminue normalement en fonction inverse du revenu des électeurs, les candidats démocrates à la présidence peuvent généralement compter sur un important soutien dans les classes aisées. Ainsi, en 1996, Bill Clinton et son adversaire républicain, Bob Dole, se sont

partagé à peu près également les voix des électeurs ayant un revenu annuel de 50 000 à 75 000 dollars.

Les partis américains sont connus pour leur niveau relativement faible d'unité interne et pour l'absence d'une stricte adhésion à une idéologie ou à une série d'objectifs politiques. Ils ont toujours cherché avant tout à remporter les élections et à maîtriser l'appareil de l'Etat. Etant donné la diversité socio-économique de leur électorat et la nécessité d'opérer au sein d'une société fondamentalement centriste, les partis américains adoptent des positions essentiellement modérées. Ils font également preuve d'une grande souplesse en politique. Cette absence de dogmatisme permet aux républicains comme aux démocrates de tolérer une grande diversité dans leurs rangs ; cela les aide aussi, le cas échéant, à absorber les tiers partis ainsi que les mouvements de protestation.

DÉCENTRALISATION DES PARTIS

Il est difficile d'exagérer le degré de décentralisation qui caractérise les structures des partis politiques aux Etats-Unis. Ainsi, le président ne peut partir du principe que les parlementaires du parti au pouvoir soutiendront fidèlement ses programmes ; de même, au Congrès, les chefs de file des deux partis ne peuvent attendre des membres de leur camp qu'ils votent toujours selon la ligne du parti. Au sein

du parti même, les comités républicains et démocrates pour la réélection des représentants et sénateurs (composés de parlementaires en fonction) agissent indépendamment des comités nationaux qui se consacrent aux

accentue encore la décentralisation des partis en créant des milliers de circonscriptions différentes - à l'échelon de la nation, des Etats et des instances locales - chacune avec ses titulaires. Le recours aux élections primaires pour



La convention nationale du Parti républicain à Chicago, dans l'Illinois, en 1900.

élections présidentielles. A l'exception d'une gamme étroite de pouvoirs sur les modalités de sélection des délégués à la convention nationale, les instances nationales des partis interviennent rarement dans les affaires de leurs sections locales.

Ce degré de fragmentation est l'une des conséquences de la séparation des pouvoirs prévue par la Constitution, principe qui n'encourage guère l'unité entre les parlementaires et le chef de leur parti. Le fédéralisme

la désignation des candidats affaiblit aussi l'appareil du parti en lui retirant le contrôle du processus de sélection des candidats. Les candidats individuels sont encouragés à constituer leur propre comité de campagne et leur assise électorale afin de remporter les primaires puis les élections nationales. Même la collecte des fonds destinés à financer leur campagne incombe aux candidats eux-mêmes, le montant des contributions des partis étant souvent strictement limité par la loi, notamment dans le cas des campagnes électorales fédérales.

MÉFIANCE DES AMÉRICAINS À L'ÉGARD DES PARTIS

Malgré la quantité de preuves attestant de l'importance attribuée aux partis dans le système politique américain, la méfiance à

partis. Les Américains n'aiment pas voir les dirigeants des partis exercer une grande influence sur les rouages de l'Etat. Comme le révèlent les sondages, un grand nombre d'électeurs estiment que les partis

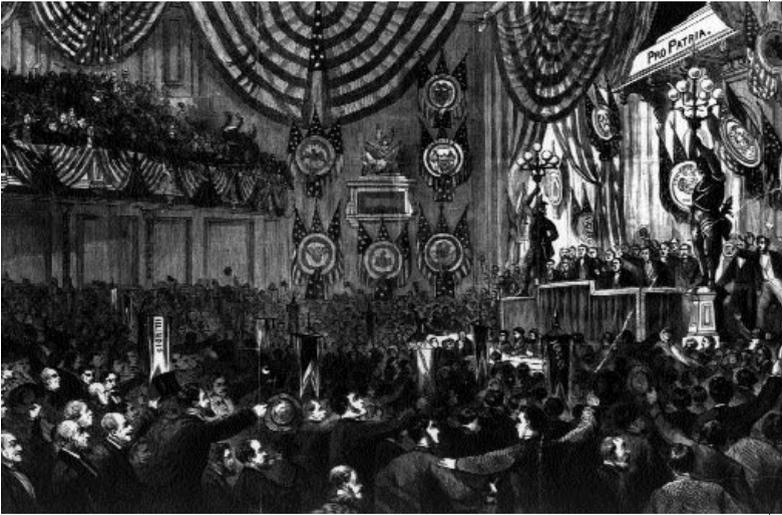
24 % des électeurs ont voté pour un président et des députés de partis différents. Avec l'affaiblissement de l'influence des partis sur les choix des électeurs et la tendance manifestée par beaucoup d'entre eux à préférer le panachage, la politique américaine se concentre sur le candidat et non sur le parti. Cela signifie que les partis se partagent désormais couramment les pouvoirs exécutif et législatif, tant dans les instances fédérales qu'à l'échelon des cinquante Etats. En fait, d'une manière générale et à l'exception de deux années depuis 1980, la présidence et au moins une chambre du Congrès ont été dominées par des partis différents, et cette situation s'étend à 24 Etats depuis les élections de 1998.

nouvelle formation, le Parti républicain, a acquis le statut de grand parti. Dans ce cas, la question inéluctable de l'esclavage divisait le pays et servit de base au recrutement des candidats et à la mobilisation des électeurs.

Bien que le tableau n'atteste guère la viabilité à long terme des tiers partis, il est clair qu'ils sont capables d'exercer une influence notable sur l'issue des élections. Ainsi, en 1912, la candidature de Theodore Roosevelt en tant que candidat d'un tiers parti a divisé l'électorat républicain et permis au démocrate Woodrow Wilson d'être élu président sans avoir obtenu la majorité du vote populaire.

En 1992, la candidature de Ross Perot a attiré des électeurs dont la plupart avaient voté républicain dans les années 1980, ce qui a contribué à la défaite du président républicain sortant, George Bush. Il n'est guère surprenant, par conséquent, que les dirigeants des deux partis s'inquiètent vivement de l'impact que pourraient avoir des candidats indépendants ou de tiers partis.

Les sondages d'opinion réalisés en prévision des élections de 1996 ont constamment reflété un important mouvement en faveur d'un tiers parti. Selon un sondage Gallup réalisé en 1995, 62 % des personnes interrogées étaient favorables à la formation d'un tiers parti. Ce sont des sentiments de ce genre, ajoutés aux sommes considérables qu'il avait



La convention nationale du Parti démocrate à New York, en 1868.

l'égard des formations politiques est profondément ancrée dans l'esprit des citoyens. L'adoption, au début du xx^e siècle, des primaires directes pour désigner les candidats lors d'élections fédérales ou locales, et la récente prolifération des primaires présidentielles, qui jouent à présent un rôle décisif dans la nomination des candidats à la présidence, témoignent du sentiment d'hostilité qui prévaut dans l'opinion publique envers les

contribuent plus à embrouiller qu'à éclairer le débat public et qu'il vaudrait mieux qu'aucune mention de parti ne figure sur les bulletins de vote.

Non seulement les partis fonctionnent dans un climat généralement hostile, mais ils doivent faire face à un nombre croissant d'électeurs qui attachent une importance réduite à leur identification personnelle à une formation politique. Un indice du recul de l'esprit de parti est la forte incidence du panachage électoral (*ticket-splitting*), qui consiste à voter, dans la même élection, pour des candidats de partis différents. Ainsi, en 1996,

TIERS PARTIS ET CANDIDATS INDÉPENDANTS

Comme le montre le tableau page 6, les tiers partis et les candidats indépendants font périodiquement leur apparition sur la scène politique américaine. Ils orientent le débat public souvent sur des problèmes de société que les grands partis n'ont pas su aborder. Mais la plupart d'entre eux ne vivent que le temps d'une élection, puis disparaissent ou sont absorbés par l'un des deux grands partis. Depuis les années 1850, une seule

consacrées à sa campagne, qui ont permis au milliardaire texan Ross Perot d'obtenir 19 % du vote populaire lors de l'élection présidentielle de 1992, soit le pourcentage le plus élevé obtenu par

tant pour le candidat d'un tiers parti. On a vu des électeurs opter pour un « vote utile » en donnant leur voix à un autre quand ils sentaient que le candidat d'un tiers parti n'avait aucune chance

vélé qu'en 1992, 5 % des personnes qui disaient avoir l'intention de voter pour Ross Perot précisaient qu'ils ne le feraient pas s'ils croyaient à ses chances de l'emporter.

Dans l'hypothèse où il serait élu, le candidat indépendant ou d'un tiers parti, se heurterait d'ailleurs à un énorme problème au lendemain de son élection – à savoir former un gouvernement, gouverner puis travailler avec un Congrès dominé par des républicains et des démocrates peu enclins à coopérer avec un président n'appartenant pas à l'un des deux principaux partis politiques. ★

Professeur de sciences politiques à l'université du Wisconsin à Milwaukee, John Bibby a présidé la subdivision des partis politiques à l'American Political Science Association. Il fait autorité en ce qui concerne la politique et le gouvernement des Etats-Unis et est l'auteur de Politics, Parties, and Elections in America.

LE COLLEGE DES GRANDS ELECTEURS

Lorsqu'ils se rendent aux urnes pour élire leur président, la plupart des Américains pensent participer à un scrutin

LES TIERS PARTIS DANS LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

TIERS PARTI	ANNEE	% DU VOTE POPULAIRE	VOIX DU COLLEGE ELECTORAL	SORT DU PARTI AUX ELECTIONS SUIVANTES
Antimaçonnique	1832	7,8	7	Appuie le candidat whig
Pour la libre distribution des terres	1848	10,1	0	Obtient 5% des voix, qui vont aux républicains
Whig	1856	21,5	8	Parti dissous
Démocrate sudiste	1860	18,1	72	Parti dissous
Union constitutionnelle	1860	12,6	39	Parti dissous
Populiste	1892	8,5	22	Soutient le candidat démocrate
Progressiste (Theodore Roosevelt)	1912	27,5	88	Regagne le parti républicain
Socialiste	1912	6	0	Obtient 3,2 % des voix
Progressiste (LaFollette)	1924	16,6	13	Regagne le parti républicain
Démocrates pour les droits des Etats	1948	2,4	39	Parti dissous
Progressiste (H. Wallace)	1948	2,4	0	Obtient 0,2 % des voix
Indépendant américain (G. Wallace)	1968	13,5	46	Obtient 1,4 % des voix
John Anderson	1980	7,1	0	Ne se présente pas en 1984
Ross Perot	1992	18,9	0	Forme le Reform Party et se représente en 1996
Reform Party (Ross Perot)	1996	8,4	0	Ross Perot lutte pour conserver la direction du Reform Party

un candidat n'appartenant pas à l'un des grands partis depuis le score de 27 % remporté en 1912 par le candidat du parti progressiste Theodore Roosevelt.

Malgré les manifestations de soutien à un tiers parti, les énormes obstacles évoqués ci-dessus s'opposent à la victoire du candidat à la présidence ou même à l'élection d'un nombre important de sénateurs ou de représentants. L'un des facteurs qui jouent le plus chez les électeurs est la crainte de « gaspiller » leur suffrage en vo-

del'emporter. Ainsi, en 1980, le candidat centriste indépendant John Anderson ne recueillit que 57 % des voix de ses partisans et, en 1992, 79 % des électeurs favorables à Ross Perot votèrent pour lui tandis que 21 % se ravisèrent.

Le vote pour des candidats de tiers partis relève aussi de ce qu'il est convenu d'appeler le « vote de protestation ». Des sondages Gallup ont ré-



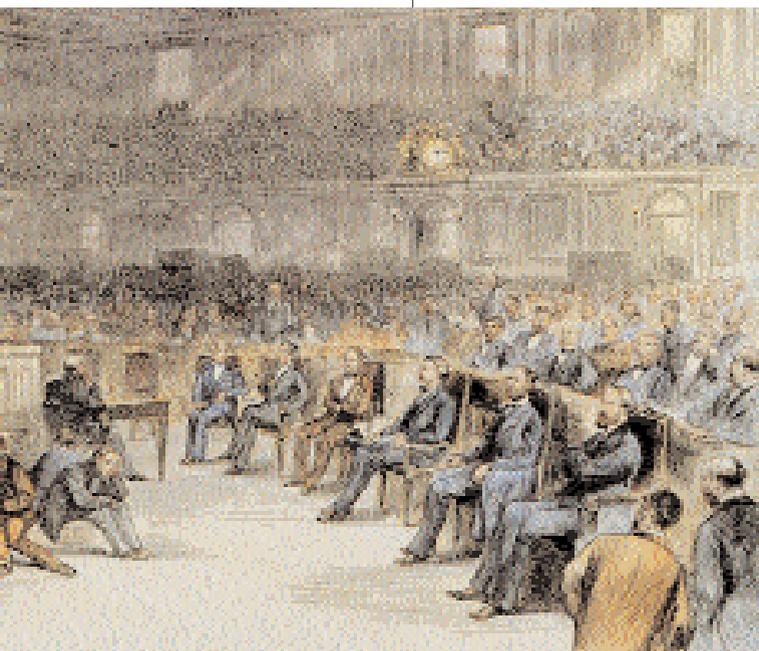
direct. Ce n'est pas le cas du fait de l'existence du collège électoral, relique constitutionnelle du XVIII^e siècle.

Le collège des grands électeurs est le nom donné aux « électeurs » nommés par les partis au niveau des Etats. Le jour du scrutin, ces électeurs, tenus de voter pour un candidat précis, sont eux-mêmes soumis au suffrage populaire. En décembre, après l'élection présidentielle, ils se réunissent dans la capitale de leur Etat et votent pour le président et le

vice-président. Pour être élu, un président doit recueillir 270 voix de grands électeurs.

Au cours de l'histoire récente, les grands électeurs n'ont jamais voté pour un candidat autre que celui qui

C'est en vertu de l'Article II, section I, de la Constitution des Etats-Unis que le collège électoral a été établi. Objet d'une certaine controverse depuis quelques années, il est néanmoins consi-



Dépouillement du scrutin des grands électeurs lors de l'élection présidentielle de 1876.

avait remporté la majorité des voix populaires. Le vote du collège électoral, pour des raisons techniques, accroit en fait la majorité apparente du vainqueur du vote populaire et donne une légitimité au choix du peuple. En cas de lutte serrée ou d'élection impliquant plusieurs partis, le collège des grands électeurs pourrait ne pas accorder les 270 voix nécessaires à l'un des candidats. Dans ce cas, c'est la Chambre des représentants qui choisit le futur président.

déré comme un élément stabilisateur du mécanisme électoral.

SON FONCTIONNEMENT AUJOURD'HUI

★ Le premier mardi qui suit le premier lundi de novembre au cours de l'année des élections présidentielles, les électeurs inscrits votent pour les candidats de leur choix à la présidence et à la vice-présidence dans les cinquante Etats et le district de Columbia.

★ Les candidats qui remportent la majorité des suffrages populaires dans un Etat recueillent généralement la totalité des voix dont bénéficie cet Etat au sein du collège électoral.

★ Dans chaque Etat, le nombre de grands électeurs correspond en fait au nombre de sénateurs et de représentants de cet Etat au Congrès. Le district de Columbia, dont les élus au Congrès n'ont pas le droit de vote, a trois grands électeurs.

★ Les grands électeurs se réunissent pour élire officiellement le président et le vice-président le premier lundi qui suit le deuxième mercredi de décembre au cours de l'année des élections présidentielles. Pour être élu, un candidat doit obtenir la majorité absolue, soit 270 voix sur 538.

★ Si aucun candidat à la présidence n'obtient la majorité absolue au collège électoral, la Chambre des représentants désigne le vainqueur parmi les trois candidats arrivés en tête. Les représentants votent alors par Etat, chaque Etat ne disposant que d'une seule voix.

★ Si aucun candidat à la vice-présidence n'obtient la majorité au sein du collège, le Sénat désigne alors le vainqueur parmi les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages.

Le président et le vice-président prêtent serment et assument leurs fonctions le 20 janvier de l'année suivant l'élection. ★

NOMBRE DE GRANDS ELECTEURS PAR ETAT

Alabama : 9
Alaska : 3
Arizona : 8
Arkansas : 6
Californie : 54
Caroline du Nord : 14
Caroline du Sud : 8
Colorado : 8
Connecticut : 8
Dakota du Nord : 3
Dakota du Sud : 3
Delaware : 3
District de Columbia : 3
Floride : 25
Georgie : 13
Hawaii : 4
Idaho : 4
Illinois : 22
Indiana : 12
Iowa : 7
Kansas : 6
Kentucky : 8
Louisiane : 9
Maine : 4
Maryland : 10
Massachusetts : 12
Michigan : 18
Minnesota : 10
Mississippi : 7
Missouri : 11
Montana : 3
Nebraska : 5
Nevada : 4
New Hampshire : 4
New Jersey : 15
New York : 33
Nouveau-Mexique : 5
Ohio : 21
Oklahoma : 8
Oregon : 7
Pennsylvanie : 23
Rhode Island : 4
Tennessee : 11
Texas : 32
Utah : 5
Vermont : 3
Virginie : 13
Virginie-Occidentale : 5
Washington : 11
Wisconsin : 11
Wyoming : 3
Total : 538

★ ★ LE CHOIX D'UN CANDIDAT A LA PRESIDENCE ★ ★

PAR STEPHEN WAYNE

La méthode utilisée pour désigner les candidats à la présidence des Etats-Unis semble complexe, voire confuse, et elle l'est en effet. Depuis que les partis républicain et démocrate ont entrepris, dans les années 1970, de réformer les règles qui régissent la sélection des candidats à la présidence et à la vice-présidence, le système demeure fluctuant. Pour réussir, les candidats doivent en comprendre les complexités, savoir manœuvrer à l'intérieur de ce cadre et l'utiliser au mieux. Mais, au fond, c'est ce qu'ont toujours fait les esprits imaginatifs – apprendre le jeu de la politique et savoir jouer avec âpreté et talent pour défaire leurs adversaires.

L'ÉVOLUTION DES PARTIS ET DES PRIMAIRES

L'une des raisons pour lesquelles le processus de désignation des candidats ne cesse de changer est que, contrairement au système d'élection du président, il n'est pas défini dans la Constitution américaine. Il ne s'agit pas non plus d'une omission délibérée de la part des auteurs du projet constitutionnel. En fait, l'absence de procédure tient à l'inexistence des partis politiques à l'époque où la Constitution fut formulée et ratifiée. Les

partis politiques apparurent après que le gouvernement eut commencé à fonctionner et en réaction à la

politique viable à l'échelon national. En l'absence d'une compétition bipartite, des factions se développèrent au sein du Parti républicain-démocrate, ce qui rendit

dence, et pours'entendre sur un programme politique.

Tout au long du XIX^e siècle et jusqu'au XX^e siècle, les conventions furent dominées par les dirigeants des partis – à l'échelon de chaque Etat – qui choisissaient les délégués et orientaient leur vote. Ceux qui n'aimaient pas la manière dont les chefs indélogeables des partis triaient sur le volet les candidats décidèrent de soutenir l'introduction de réformes démocratiques. Les Etats se mirent à voter des lois qui autorisaient des élections primaires au cours desquelles la base du parti avait le droit d'indiquer ses préférences. En 1916, plus de la moitié des Etats de l'Union organisaient une élection primaire.

Pourtant, le mouvement qui encourageait un plus grand nombre de personnes à participer aux sélections de leur parti fut de courte durée. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les dirigeants des partis, persuadés que ces élections mettaient en péril leur propre influence, persuadèrent les assemblées des Etats de les abolir sous le prétexte qu'elles étaient coûteuses, qu'elles n'attiraient pas beaucoup d'électeurs et que certains candidats de premier plan refusaient de s'y présenter. En outre, les primaires favorisaient souvent la présence de factions au sein des partis, ce qui affaiblissait leur structure et les rendait moins



Les affiches électorales parsèment le sol enneigé du New Hampshire.

politique menée par la première administration, celle du président George Washington.

Pour la première fois en 1796, les membres du Congrès qui s'identifiaient à l'un des partis politiques de l'époque se réunirent de manière informelle pour désigner les candidats à la présidence et à la vice-présidence. Connu sous le nom de *King Caucus* (caucus royal), ce système de sélection subsista pendant près de trente ans. Il se désintégra en 1828, victime des changements intervenus dans la répartition de l'électorat entre les partis, qui permirent à une formation, celle des républicains-démocrates, de se constituer et de devenir le seul parti po-

impossible pour ses représentants au Congrès de se mettre d'accord sur un candidat commun.

Des conventions nationales remplacèrent alors le King Caucus pour désigner les candidats. En 1831, le Parti antimaçonnique, formation mineure, se réunit dans un bar pour choisir ses candidats à la présidence et à la vice-présidence ainsi qu'un programme électoral. Depuis lors, les principaux partis et la plupart des petites formations tiennent des conventions nationales, auxquelles assistent les délégués des différents Etats, pour désigner leurs candidats à la présidence et à la vice-prési-



combattifs lors des élections nationales. En 1936, une dizaine d'Etats seulement continuaient à organiser des primaires.

Les pressions démocratiques reprurent de la vigueur au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. D'autant que l'avènement de la télévision fournissait un moyen de communication permettant de suivre la campagne électorale à domicile. La télévision offrait aussi une tribune aux candidats. Dwight Eisenhower, John Kennedy et Richard Nixon ont tous les trois participé à des primaires afin de prouver à leur parti qu'un militaire, un catholique et un candidat présidentiel malheureux dans le passé pouvaient l'emporter dans des élections nationales. Ce qui s'est produit.

Indirectement, la guerre du Vietnam et les divisions qu'elle a suscitées aux Etats-Unis ont aussi engendré des pressions en vue de permettre à la population de choisir les candidats présentés par les partis. Le catalyseur de la réforme fut la convention du Parti démocrate en 1968 et les événements qui l'accompagnèrent: le mouvement hostile à la guerre du Vietnam, conduit à l'intérieur du Parti par le sénateur Eugene McCarthy; la campagne électorale et l'assassinat du sénateur Robert Kennedy; les violentes manifestations lors de la convention et l'investiture accordée au vice-président Hubert Humphrey qui avait choisi de

ne pas se présenter aux primaires.

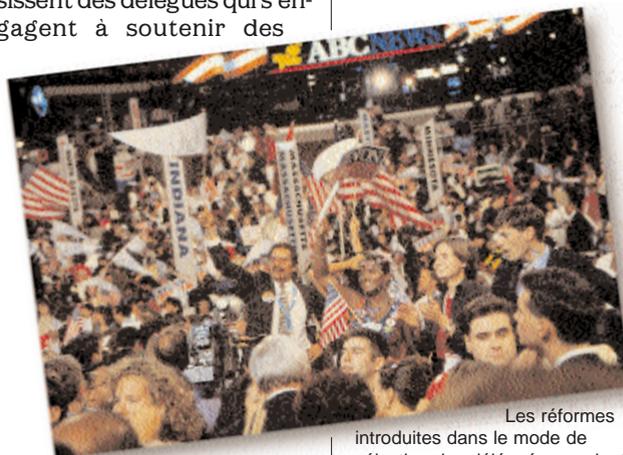
Dans un effort pour réunifier le parti divisé à la veille de la campagne présidentielle, les délégués présents à la convention démocrate de 1968 acceptèrent de désigner une commission chargée de réexaminer le processus d'investiture des candidats. L'objectif était double: encourager une plus grande participation du public et améliorer le caractère représentatif des membres de la convention. Ainsi démarra le processus par lequel les deux principaux partis politiques ont réformé le mode de sélection des candidats à la présidence et à la vice-présidence.

PRIMAIRES ET CAUCUS AUJOURD'HUI

Les changements décisifs que les démocrates avaient instaurés encouragèrent les Etats à organiser des élections primaires. Une primaire est une élection au cours de laquelle les sympathisants d'un parti choisissent leurs candidats à la course à la présidence. Selon les lois de chaque Etat, les électeurs peuvent voter directement pour les candidats ou indirectement pour des délégués qui se sont engagés à soutenir des candidats précis.

L'autre option consiste à organiser un processus de sélection en plusieurs étapes par le biais de caucus et de conventions. Dans une zone géographique relativement étroite, telle qu'un bureau de

vote local, les membres du parti se rassemblent et choisissent des délégués qui s'engagent à soutenir des



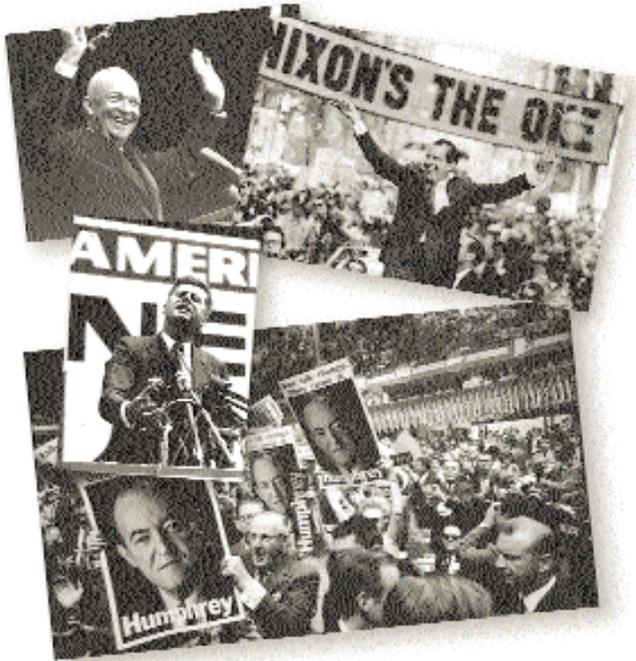
Les réformes introduites dans le mode de sélection des délégués, pendant les années 1970, ont augmenté la diversité au sein des conventions nationales des principaux partis. Ci-dessus: la convention démocrate de 1996.

candidats précis. Ces délégués, à leur tour, représentent leur circonscription à la convention du comté, laquelle choisit des délégués pour assister à la convention de l'Etat, où sont sélectionnés les délégués qui représenteront l'Etat à la convention nationale du parti. Bien que ce système se prolonge pendant plusieurs mois, les préférences pour une candidature sont surtout déterminées par le scrutin du caucus lors de la première étape.

La taille de la délégation de l'Etat envoyée à la convention nationale du parti est calculée sur la base d'une formule fixée par le parti lui-même, qui tient compte de considérations comme la population de l'Etat, le soutien qu'il a apporté dans le passé aux candidats nationaux du parti, et le nombre de fonctionnaires élus et de dirigeants du parti actuellement en fonction. La formule de répartition que les démocrates utilisent aboutit à or-

ron deux fois plus de délégués que les conventions des républicains.

La Constitution américaine donne aux Etats le droit de voter leurs propres lois électorales, de sorte que les Etats sont libres de convoquer primaires et caucus et d'en fixer les dates. Les Etats sont incités à conduire leurs primaires et caucus conformément aux règlements du parti car la Cour suprême a décrété que les partis ont le droit d'établir leurs règlements et de les faire respecter par ceux qui assistent à leurs conventions. Par conséquent, si certains Etats choisissent des délégués d'une manière qui n'est pas conforme aux règles du parti, ils peuvent voir ces délégués exclus de la convention nationale ou la taille de



leur délégation réduite par le parti. Aujourd'hui, environ 80% des délégués qui assistent aux conventions nationales de leur parti sont choisis au cours de primaires accessibles à tout électeur inscrit comme républicain ou démocrate ou se proclamant tel.

Le Parti démocrate a imposé une série de règles nationales à l'ensemble de ses sections locales; ce qui n'est pas le cas du Parti républicain. Les règlements du Parti démocrate exigent que les

Etats organisent le processus de désignation des délégués entre le premier mardi de mars et le deuxième mardi de juin pendant l'année où aura lieu l'élection. Les petits Etats de l'Iowa et du New Hampshire sont autorisés à voter plus tôt parce que la tradition veut qu'ils organisent respectivement le premier caucus et la première élection primaire. Les démocrates exigent aussi que 75% des délégués d'un Etat soient élus par des districts



Ci-dessus : Dwight Eisenhower (en haut, à gauche) en 1952, John F. Kennedy (au centre) en 1960, et Richard Nixon (en haut, à droite) en 1968, se sont présentés aux primaires présidentielles pour montrer à la nation qu'ils étaient des candidats valables. Hubert Humphrey (en bas), alors vice-président, a obtenu l'investiture du Parti démocrate en 1968 comme candidat à la présidence, sans participer à une seule primaire. A droite : lors de la convention du Parti républicain en 1988, les délégués fêtent l'investiture de leur candidat à la présidence, George Bush.





qui ne sont pas plus vastes qu'une circonscription parlementaire afin de renforcer la représentation des minorités concentrées à l'intérieur de l'Etat. De plus, le nombre des délégués tenus de soutenir des candidats précis sont choisis uniquement en proportion du nombre de suffrages qu'eux-mêmes ou leurs candidats obtiennent, dans la mesure où ces suffrages représentent au moins 15 % du total. Enfin, les démocrates exigent la parité hommes-femmes dans les délégations des Etats.

Les républicains n'imposent aucune règle nationale aux sections locales du parti. Les caucus et les primaires peuvent intervenir à n'importe quel moment, voire au cours de l'année précédant les élections nationales. S'ils le souhaitent, les Etats peuvent autoriser un scrutin majoritaire à un tour (*winner-take-all*) lors des primaires républicaines. Les candidats républicains ne sont pas obligés d'obtenir un pourcentage minimum de voix en échange de délégués. Les délégations républicaines ne sont pas tenues à la parité entre hommes et femmes, bien que les Etats soient encouragés à essayer d'obtenir une représentation égale des deux sexes et la participation la plus vaste possible des membres de la base.

Malgré ces différences dans les règles nationales, deux tendances importantes se sont manifestées dans les deux partis au cours des élections récentes.

★ Des Etats de plus en plus nombreux ont fixé la date de leurs primaires et caucus le plus tôt possible au début du processus afin d'exercer une plus grande influence sur la sélection des candidats, de les encourager à prendre en compte les besoins et les intérêts d'un Etat et de favoriser les rentrées d'argent provenant de la campagne. C'est ce que l'on appelle le *front-loading* ou lancement anticipé.

★ La pratique dite de la « régionalisation » consiste à amener plusieurs Etats d'une région à organiser primaires et caucus à la même date afin de donner plus de poids à leur région.

Ces deux courants contribuent à raccourcir le processus et contraignent les candidats à avancer la date du lancement de leurs campagnes, à concentrer leurs efforts dans les Etats où débutent les primaires, à réunir des fonds et dépenser davantage d'argent plus tôt, à dépendre de plus en plus des médias, en particulier de la radio et de la télévision, ainsi que du soutien des dirigeants locaux du parti.

Les deux processus profitent aux candidats de stature nationale, comme les vice-présidents sortants, les gouverneurs des grands Etats et les sénateurs, qui disposent de moyens importants, de l'attention des médias et d'un meilleur soutien logistique. Ces avantages permettent aux favoris de faire campagne dans plusieurs Etats en même temps, alors que les candidats moins

connus consacrent d'abord leurs ressources et leurs efforts aux tout premiers caucus et primaires des petits Etats afin d'obtenir la visibilité qui leur permettra de concurrencer leurs rivaux plus connus. La brièveté du processus



Deux journalistes des chaînes de télévision nationales – Jack Conaty de Fox News et John Huck de CNN – annoncent à l'antenne les résultats des caucus de l'Iowa à partir de la ville de Des Moines, en 1996.

porte préjudice à ceux qui souhaitent transformer les toutes premières compétitions en un tremplin vers l'investiture, comme le fit en 1976 un gouverneur de Georgie relativement inconnu, Jimmy Carter.

INVESTITURE ET DÉMOCRATIE

En théorie, les réformes apportées au mode de désignation des candidats à la présidence ont élargi la base de la participation du public, ont obligé les candidats à s'adresser à un plus grand nombre de militants et en-

couragent les élus à rester davantage en contact avec ceux qui les ont désignés au lieu de considérer leur réélection comme allant de soi. Désormais, les candidats ne sont plus redevables au petit groupe de dirigeants qui les a choisis. Les délégués sélectionnés pour participer à la convention nationale sont devenus plus représentatifs des catégories démographiques d'électeurs qu'ils ont choisis. Ces facteurs ont contribué à la démocratisation du mode de désignation des candidats à la Maison-Blanche.

D'autre part, bien qu'une proportion accrue de la population participe depuis la réforme du mode de désignation des candidats, les participants eux-mêmes ne sont pas encore vraiment représentatifs de la base et encore moins de l'ensemble de l'électorat. Par le niveau d'instruction et de revenus, ils se situent



Quelques citoyens d'Atlanta se présentent dans leur bureau de vote pour participer aux primaires présidentielles de Georgie, en 1992.

au-dessus de la moyenne républicaine ou démocrate. Et les délégués qu'ils envoient à la convention ont tendance à être plus soucieux d'idéologie que la base, les délégués



républicains étant plus conservateurs et les délégués démocrates plus progressistes. En outre, le mode de désignation a parfois exacerbé les divisions au sein du parti,

et plus ce processus crée de divisions, plus il fait du tort au parti et à ses candidats.

La manière actuelle dont les primaires et caucus désignent le gagnant a également transformé les conventions en événements sans surprise, étant donné que les vainqueurs probables sont connus plusieurs mois avant la réunion finale. Les partis transforment donc leur convention en un immense rassemblement de soutien, destiné à lancer la campagne de leur candidat à la présidence ; la presse s'efforce de découvrir des nouvelles à annoncer en mettant l'accent sur les conflits d'ordre politique ou personnel, mais l'intérêt du public pour les conventions a faibli. Ces dernières années, l'attention accordée par la presse aux conventions a baissé et l'intérêt des téléspectateurs aussi. Néanmoins, pour beaucoup d'Américains, les conventions demeurent l'un des temps forts dans le choix d'un président. ★

Stephen Wayne est professeur de droit public à l'université Georgetown, à Washington. Il est l'auteur de The Road to the White House: The Politics of Presidential Elections et co-auteur de The Politics of American Government.

★ ★ ★ LE FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE ★ ★ ★

UN ENTRETIEN AVEC DANNY McDONALD

PAR STUART GORIN

La Federal Election Commission (FEC) est une agence américaine indépendante, chargée d'appliquer et de faire respecter les lois sur le financement des campagnes fédérales. Créée en 1974, elle se compose de six membres - trois démocrates et trois républicains. Dans un entretien accordé à notre collaborateur Stuart Gorin, le démocrate Danny McDonald, ancien président de la commission dont il est membre depuis 1981, évoque les activités de la FEC.

Question : M. McDonald, pourriez-vous commenter brièvement la création de la FEC et son rôle dans le déroulement des élections américaines ?

Réponse : La Federal Election Commission a été créée en 1974 à la suite du scandale du Watergate. Même si, à l'époque, l'intérêt s'est concentré sur l'effraction commise au siège du Comité national démocrate, les questions soulevées par la campagne de 1972 portaient sur le fait que les énormes sommes utilisées n'avaient pas été portées à la connaissance du grand public. La théorie sur laquelle s'appuyait la loi qui a créé la FEC était que le public a le droit de savoir d'où les hommes politiques tirent leurs fonds, combien ils reçoivent et quand ils encaissent cet argent.

L'idée de base est qu'une

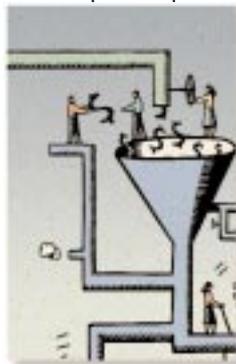
totale transparence est nécessaire lors des campagnes politiques, afin que le public soit à même d'apprécier quel candidat il choisira de soutenir ou de rejeter en fonction des sommes réunies.

La transparence est la préoccupation numéro un de la

public, initiative inspirée par l'idée d'égalité entre les candidats à l'investiture de leur parti.

Q. : Quels sont les principes essentiels de la loi sur le financement des campagnes et pourquoi cette réglementation est-elle nécessaire ?

La théorie est que le public a besoin de savoir où les hommes politiques puisent leur argent, pour connaître la nature des groupes d'intérêts qui les soutiennent et façon dont les élus voteront à l'assemblée.



loi de 1971 sur les Campagnes électorales fédérales. La préoccupation numéro deux après la création de la commission électorale fédérale était de mettre au point le programme de fonds complémentaires (*matching funds*) aux termes duquel les candidats qualifiés qui participent aux primaires présidentielles peuvent recevoir des subventions publiques égales aux contributions privées collectées. L'élection présidentielle de 1976 a été la première à bénéficier d'un financement

R. : Je pense que le principe essentiel est la relation ou la corrélation entre l'argent et les hommes politiques. La théorie est que le public a besoin de savoir où les hommes politiques puisent leur argent, pour connaître la nature des groupes d'intérêts qui leur apportent un soutien et apprécier la façon dont les élus voteront à l'assemblée.

Cette loi n'est pas différente des autres. C'est un baromètre qui mesure les variations de notre système politique. Manifestement

l'argent joue un rôle déterminant dans la vie politique de notre pays. C'est un élément absolument nécessaire car il faut d'énormes moyens financiers pour y participer. Donc, s'il n'existait aucun paramètre pour déterminer la source du financement, le montant des fonds dont peut disposer un candidat et le genre d'argent qu'il a le droit d'utiliser, les électeurs n'auraient aucun moyen de savoir qui participe effectivement au processus et qui essaie d'influencer l'issue de ce processus.

Q. : Comment fonctionne le financement public dans une élection présidentielle ?

R. : Le financement public suppose que des candidats qualifiés reçoivent des fonds du gouvernement fédéral pour faire face aux dépenses justifiées par leur participation aux élections primaires et générales. Les partis nationaux reçoivent eux aussi des subventions destinées à l'organisation de la convention au cours de laquelle ils désignent leur candidat. Pour y avoir droit, les candidats et les comités des partis doivent accepter de limiter leurs dépenses à un montant précis, et ils reçoivent des fonds complémentaires après avoir prouvé qu'ils jouissent d'un large soutien auprès du public.

Q. : Selon vous, faut-il augmenter le montant des contributions que les particuliers ont le droit d'apporter à un candidat politique ?

R. : Il est clair que la limite

de 1 000 dollars fixée initialement ne représente plus qu'une valeur d'environ 300 dollars. On pourrait donc certainement en tirer argument pour que cette limite soit réajustée. Mais on pourrait aussi avancer l'argument contraire, à savoir que le Congrès cherchait en réalité à étaler le processus dans le temps et à accroître le nombre de participants par le biais de contributions.

En tout état de cause, le financement public de la campagne présidentielle risque de se heurter cette année, à un problème de trésorerie. Il y aura, semble-t-il, une insuffisance de fonds provenant de l'impôt sur le revenu. Il ne fait donc aucun doute que les montants se sont considérablement dévalués depuis que la loi a été adoptée.

Q.: Vous venez d'évoquer le système d'affectation de fonds par le contribuable américain (*taxpayer check-off system*). Comment cela fonctionne-t-il ?

R.: A sa création le système a été conçu pour que le contribuable puisse indiquer sur sa déclaration de revenus qu'il souhaitait affecter à la campagne présidentielle un dollar de l'impôt perçu par le Trésor public. Malheureusement, la majorité des gens croyaient payer un dollar de plus en impôts, ce qui n'était pas le cas. L'argent est mis de côté par le Trésor public. Quand on demande aux contribuables s'ils souhaitent participer au fonds de financement de la campagne électorale, c'est simplement pour savoir s'ils désirent, en

fait, qu'un dollar de leur impôt soit versé à ce fonds. Le montant de un dollar a été modifié il y a quelques années et relevé à trois dollars par contribuable.

Le système repose sur l'aptitude des candidats à collecter leurs propres fonds. Ils n'obtiennent pas une subvention pour le simple fait qu'ils sont candidats à la présidence. Ils doivent commencer par collecter eux-mêmes des fonds, et la FEC leur accordera une subvention d'un montant égal à chaque contribution perçue, dans la limite de 250 dollars par versement individuel. Si les candidats n'obtiennent pas au moins 10 % des voix dans deux primaires consécutives, le financement cesse. S'ils obtiennent 20 % des suffrages dans une primaire ultérieure, leurs droits sont réactivés.

Q.: Au cours des vingt dernières années, on a constaté une formidable augmentation du nombre des comités d'action politique (PAC) qui rassemblent des contributions à des candidats et se livrent à d'autres activités liées à l'élection. Pourriez-vous commenter leur rôle dans le processus politique ?

R.: Examinons le pour et le contre. Le contre c'est que les PAC représentent des intérêts particuliers - et que les intérêts particuliers dominent la politique de Washington. D'un autre côté, vous pouvez sans doute soutenir avec autant de vigueur que les PAC ne représentent rien d'autre qu'un groupe d'individus ayant des intérêts en

commun et qui unissent leurs ressources pour tenter d'influencer le processus politique. Il paraît somme toute naturel que des gens aux intérêts semblables se rassemblent pour soutenir les candidats de leur choix.

On peut aussi dire que nombreux sont ceux qui n'ont pas la possibilité de participer à un PAC et qui ne se trouvent pas dans un contexte favorable, de sorte que leur influence est quelque peu affaiblie.

Dans les deux cas, il existe encore des limites à l'intérieur desquelles tout le monde peut intervenir. De toute évidence, les PAC souhaitent unir leurs forces afin de se faire mieux entendre dans le processus politique.

Q.: Pourriez-vous expliquer la différence entre les fonds autorisés et les fonds non autorisés dans une campagne électorale.

R.: Ce que nous appelons *hard dollars* dans le cadre de la loi sur les Campagnes électorales fédérales, c'est l'argent que l'on peut utiliser pour influencer le résultat d'une élection fédérale. D'après cette loi, il n'est pas possible de recevoir d'argent des entreprises ou des syndicats. Mais il est possible d'accepter les contributions de leurs PAC respectifs.

D'autre part, il y a ce que nous appelons les *soft dollars*, c'est-à-dire l'argent qu'il est interdit d'utiliser pour influencer le résultat d'une élection fédérale, mais qui peut servir aux activités électorales génériques - par exemple, les efforts d'un

parti pour inciter les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales. Cela permet de consacrer les fonds versés par des entreprises ou des syndicats au financement du processus politique.

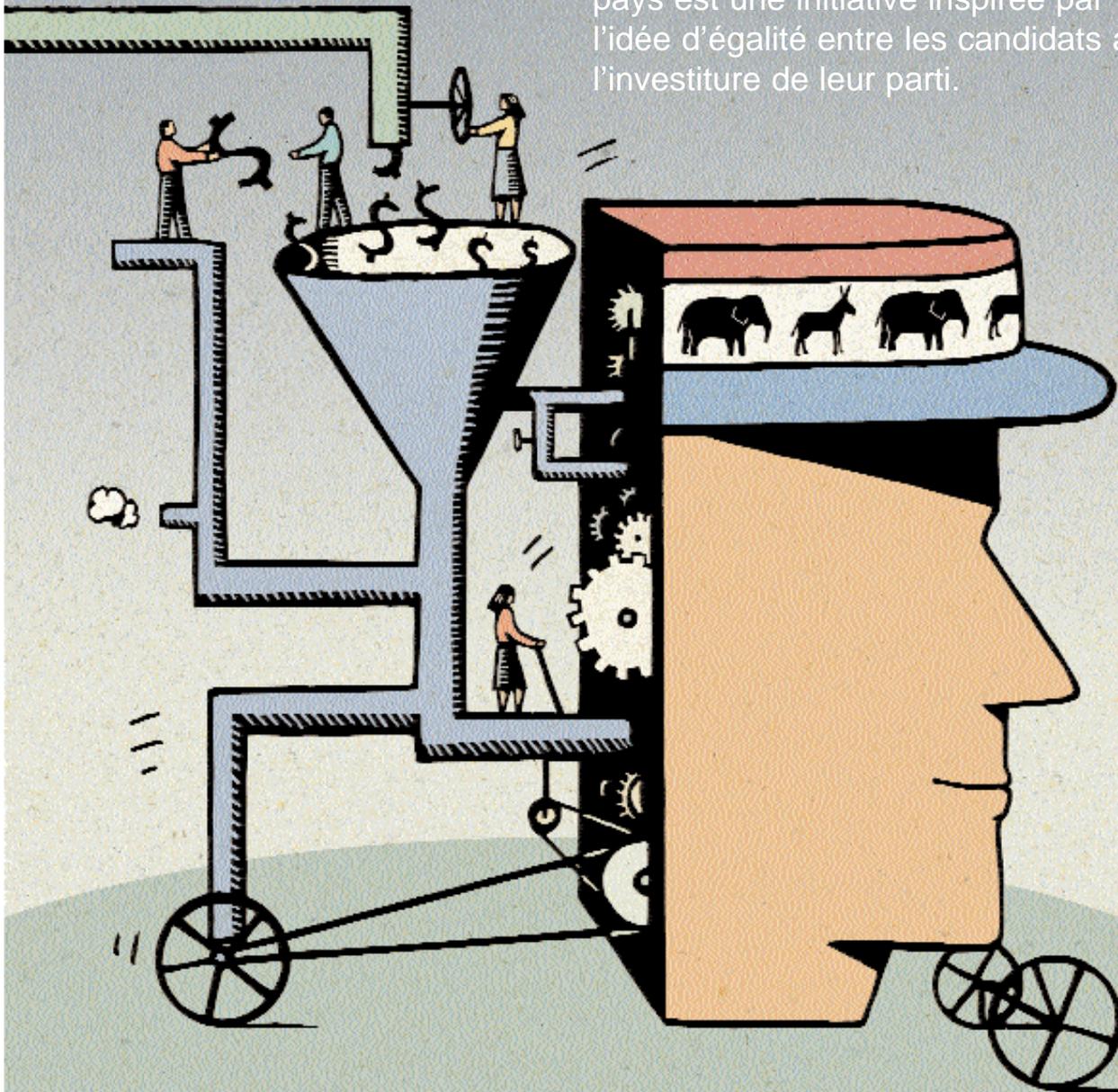
C'est manifestement l'aspect le plus controversé de la loi sur les Campagnes électorales fédérales. Les adversaires des *soft dollars* soutiennent qu'ils offrent une importante échappatoire pour qui veut contourner la loi. Et l'on peut certainement avancer des arguments convaincants dans ce sens car, tout en limitant les contributions individuelles, la loi permet à de grandes entreprises ou à de grands syndicats de verser des contributions considérables - supérieures à ce qu'ils ont le droit de donner pour une élection fédérale - qu'ils peuvent utiliser licitement à des activités autres que fédérales ou à des activités électorales génériques.

Plusieurs initiatives législatives ont tenté de restreindre ou d'interdire les *soft dollars*. A mon avis, le débat va encore durer un certain temps.

Q.: Ces dernières années, de nombreuses demandes ont été présentées en faveur d'une réforme du financement des campagnes électorales. Quels sont les arguments pour et contre ?

R.: Le financement public des campagnes présidentielles existe depuis 1976. Les partisans d'une réforme sont convaincus qu'il faut remplacer les contributions provenant de groupes d'in-

Le financement public dans notre pays est une initiative inspirée par l'idée d'égalité entre les candidats à l'investiture de leur parti.



térêts privés par un système plus neutre afin qu'un plus grand nombre d'individus puissent y participer et que les candidats ne soient plus redevables à des intérêts particuliers.

Inversement, nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi utiliser l'argent public au profit des hommes politiques? Pourquoi ne pas les laisser se débrouiller tout seuls pour obtenir les soutiens nécessaires et montrer leur aptitude à participer au processus politique?

La Cour suprême a déclaré – dans l'affaire *Buckley c. Valeo*, concernant la loi de 1974 sur les Campagnes électorales fédérales – qu'il existe un intérêt indiscutable à limiter les dépenses des candidats à la présidence bénéficiant de fonds publics.

Mais la Cour a aussi reconnu le principe de la liberté de parole. En fait, elle a déclaré qu'un candidat peut collecter et dépenser autant d'argent qu'il le souhaite. Elle a supprimé toute restriction quant à l'argent personnel que les candidats ont le droit de dépenser, au motif qu'on ne peut pas se corrompre soi-même avec son propre argent. Mais lorsque les candidats utilisent des fonds publics, ils n'ont le droit de dépenser que 50 000 dollars de leurs deniers personnels. Il s'agit donc toujours d'une question d'équilibre et l'on peut avancer des arguments persuasifs, quel que soit le point de vue, sur la manière d'aborder le processus politique.

Q. : Dans le cas de l'élection

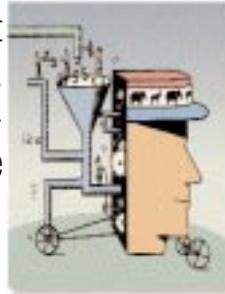
présidentielle de l'an 2000, quelle sera l'ampleur des dépenses? Pourriez-vous aussi expliquer la différence entre les candidats qui acceptent des fonds publics et ceux qui n'en acceptent pas?

R. : Aux termes de la législation fédérale, les subventions sont d'abord attribuées aux conventions nationales des partis; puis à l'élection nationale sous forme de dotations forfaitaires accordées aux candi-

fois, les candidats pourraient être obligés de s'endetter assez considérablement. Nous serons capables de les rembourser par la suite mais, dans le pire des cas, nous pourrions encore être en déficit jusqu'en avril 2001. Une fois investis par leurs partis, les candidats recevront chacun quelque 67 millions de dollars pris sur les fonds publics.

Venons-en à la deuxième partie de votre question. Les

Cette loi n'est
des autres.
mètre qui me-
variations de
politique.



pas différente
C'est un baro-
sure toutes les
notre système

dats investis par les républicains, les démocrates et, cette année, le Parti de la réforme. Et, pour finir, à la première phase du cycle, à savoir les élections primaires présidentielles.

Cela implique des prévisions, lesquelles sont un peu délicates parce que nous ne connaissons pas avec certitude le nombre de candidats au stade des primaires. Si nous estimons qu'ils seront quinze, leurs dépenses globales devraient être de l'ordre de 100 millions de dollars. Mais nous ne serons pas en mesure de donner d'emblée aux candidats plus de 32 ou 33 cents pour chaque dollar obtenu par eux. Cela signifie que, pour la première

candidats ne sont pas obligés de recourir aux fonds publics. Pourquoi certains refuseraient-ils? Un candidat peut estimer qu'il ne serait pas dans son intérêt d'accepter une subvention pendant les primaires parce qu'il risque de devoir affronter un adversaire qui n'a pas besoin de fonds publics et peut dépenser des sommes bien plus élevées que celles autorisées dans le cadre de ce système. Il est également concevable qu'un candidat ne veuille pas d'argent public à ce stade mais souhaite en recevoir pour l'élection nationale.

Si vous êtes un candidat jouissant d'une indépendance financière, vous pouvez vous contenter de déclai-

rer qu'il n'est passouhaitable d'utiliser l'argent du contribuable. Si vous n'êtes pas dans cette situation, vous dites vouloir utiliser l'argent que le public vous a permis d'obtenir en vous accordant son soutien.

Dans les deux cas, vous devez encore remplir les conditions de transparence vis-à-vis du grand public, pour qu'il soit informé du montant des fonds investis dans la campagne présidentielle. L'idée est que la présidence est une fonction si importante que le public a le droit de savoir d'où vient votre argent.

Q. : La FEC vient d'autoriser l'envoi de contributions politiques par le réseau Internet. Pouvez-vous commenter cette décision?

R. : A mon avis, la Commission s'est contentée d'admettre que, depuis la rédaction de la loi, de nombreux nouveaux moyens d'apporter une contribution financière ont fait leur apparition. Nous nous efforçons simplement de nous adapter à l'évolution d'un environnement en pleine mutation. Nous tentons de faciliter les dons dans la mesure où les donateurs nous confirment qu'ils sont bien à l'origine de ces dons.

Q. : Les contributions provenant de ressortissants étrangers sont interdites. Pourquoi?

R. : La raison en est tout simplement le sentiment qu'il n'est pas bon que des étrangers se mêlent de la vie politique américaine. Manifestement, c'est un sujet très

délicat auquel les esprits de tout temps ont été très sensibles.

L'interdiction est totale. Elle s'applique même aux élections à l'échelon des Etats et des autorités locales, qui, normalement, ne font pas l'objet de réglementations. Mais la théorie est simple: les ressortissants étrangers ne doivent en aucun cas déterminer la politique américaine.

Q.: Nous avons surtout parlé des élections fédérales, mais la FEC conseille aussi les Etats de l'Union. Pourriez-vous expliquer en quoi consiste ce rôle?

R.: Il est exact que nous avons un bureau central, chargé de l'administration des élections, lequel travaille avec chacun des cinquante Etats. Et nous cherchons à résoudre avec eux une grande diversité de problèmes, mais en qualité de conseillers, car nous savons que les Etats sont jaloux de leur indépendance.

Disons que nous espérons les aider à unir leurs efforts afin qu'ils jouent leur rôle encore plus efficacement qu'ils ne le font normalement. ★



Danny McDonald

LE B.A.-BA DU FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES

La loi sur les Campagnes électorales fédérales s'applique aux élections du président et du vice-président des Etats-Unis ainsi qu'aux élections des membres du Sénat et de la Chambre des représentants. Cette loi de 1971, intitulée *Federal Election Campaign Act (FECA)*, englobe trois domaines: la transparence des fonds collectés et dépensés pour influencer l'issue des élections fédérales, les restrictions concernant les dons et les dépenses, et le financement public des campagnes présidentielles.

Le FECA exige que tous les candidats, les comités des partis politiques et les comités d'action politique (*political action committees - PAC*) fournissent des rapports périodiques sur leur financement à la Federal Election Commission (FEC). Les candidats, par exemple, doivent énumérer tous les comités de leur parti et les PAC qui leur apportent des contributions, ainsi que tous les particuliers qui leur donnent plus de 200 dollars au cours d'une même année.

La loi fixe des limites aux dons consentis par des particuliers ou des groupes au profit des candidats, des partis politiques et des PAC. Un particulier peut donner 1 000 dollars par élection à un candidat, 20 000 dollars par année civile au comité d'un parti et 5 000 dollars à

tout autre comité d'action politique pour la même période. Le total des dons faits par un individu ne peut pas dépasser 25 000 dollars par an. Les groupes qui participent au financement des campagnes électorales doivent aussi respecter des limites précises.

Le FECA interdit aux entreprises, aux syndicats, aux sous-traitants des autorités fédérales et aux ressortissants étrangers d'apporter des contributions financières aux campagnes électorales et de dépenser de l'argent directement - par exemple, pour faire de la publicité - en vue d'influencer l'issue des élections fédérales. Néanmoins, les entreprises et syndicats peuvent former des PAC distincts qui collectent des fonds et soutiennent des candidats ou des comités politiques.

Les candidats habilités à briguer la présidence peuvent bénéficier d'un financement public pour leurs campagnes. Ces subsides proviennent d'un fonds spécial géré par le Trésor public et exclusivement alimenté par les contributions volontaires des contribuables américains, qui peuvent décider de lui affecter annuellement trois dollars de leur impôt fédéral sur le revenu. Les candidats peuvent accepter ce financement public pour leur campagne, lors des élections primaires ou nationales. Mais, s'ils acceptent des fonds publics, ils doivent respecter les limites fixées à leurs dépenses et les autres restrictions imposées par la FEC.

Les candidats qui se présentent aux élections primaires ont le droit de recevoir une subvention publique égale au montant des contributions privées qu'ils ont obtenues de la part des sympathisants individuels; les contributions apportées par des groupes ne sont pas prises en compte. Pour bénéficier de fonds publics, les candidats doivent recueillir une somme globale d'au moins 5 000 dollars sous forme de contributions individuelles d'un montant maximum de 250 dollars chacune, et ce dans un minimum de vingt Etats. Le gouvernement fédéral accorde alors une subvention égale à chaque contribution versée jusqu'à concurrence de 250 dollars.

Les candidats à la présidence investis par les partis démocrate et républicain ont chacun le droit de recevoir une subvention de la FEC couvrant toutes les dépenses de leur campagne pour les élections nationales, mais ils ne peuvent pas dépenser une somme supérieure au montant de cette subvention. En 1996, ce montant était de 61,82 millions de dollars par candidat. Un candidat à la présidence d'un tiers parti peut remplir les conditions requises pour recevoir des fonds publics après l'élection nationale s'il obtient au moins 5 % des suffrages populaires.

Les grands partis politiques reçoivent aussi des fonds publics pour financer leur convention nationale. En 1996, ils ont reçu chacun 12,36 millions de dollars. ★

★ LE SCRUTIN DE L'AN 2000 : UN ENTRETIEN AVEC THOMAS MANN ★

PAR PAUL MALAMUD

Dans l'entretien ci-après, un éminent politologue spécialiste des élections américaines, Thomas Mann, commente les prochaines élections à la présidence et au Congrès, et en examine la signification pour les Etats-Unis comme pour le monde.

Thomas Mann, l'un des analystes politiques les plus en vue de Washington, bénéficie actuellement d'une bourse W. Averell Harriman au sein du groupe de réflexion de la Brookings Institution, à Washington. Ancien directeur général de l'American Political Science Association, il appartient également à l'American Academy of Arts and Science et à la National Academy of Public Administration ; il est aussi membre du Council on Foreign Relations. Thomas Mann est l'auteur entre autres de nombreuses pu-

blications sur le système électoral américain et sur le fonctionnement du Congrès des Etats-Unis.

Notre collaborateur Paul Malamud a dirigé l'entretien.

Question : Pour quelles raisons les élections américaines de l'an 2000 ont-elles de l'importance ?

Réponse : Ces élections sont intéressantes parce qu'elles sont extraordinairement ouvertes et qu'elles peuvent marquer durablement la politique américaine. Je dirais même que c'est le scrutin le plus ouvert depuis 1952. Le président sortant ne peut se représenter et il existe une réelle possibilité pour l'un ou l'autre parti de l'emporter en novembre prochain. De plus, nous assistons à une authentique compétition dont l'enjeu est la conquête de la Chambre des représentants voire, dans une mesure moindre, du Sénat en l'an 2000.

Dans les assemblées de nombreux Etats, l'équilibre entre les partis tient aussi à une poignée de sièges. Comme ce sont les assemblées élues en 2000 qui effectueront le redécoupage électoral après le prochain recensement, ces élections revêtent une signification politique d'autant plus grande.

En outre, il paraît très vraisemblable que le prochain président aura une influence profonde sur le fonctionnement du troisième pouvoir, le pouvoir judiciaire. Nous pourrions assister à trois démissions au sein de la Cour suprême, et il sera très certainement nécessaire de nommer un grand nombre de juges dans les tribunaux fédéraux de district et les cours fédérales d'appel. En-

fin, les partis sont actuellement presque à égalité et peut-être plus disposés à l'affrontement politique pour la première fois depuis plusieurs décennies. Une victoire décisive de l'un d'eux lors de cette élection pourrait donner le signal d'un réalignement politique, grâce auquel ce parti pourrait dominer la scène politique et imposer son programme de gouvernement pendant de nombreuses années.

Q : Qu'est-ce que le « redécoupage électoral » et pourquoi est-ce important ?

R : Au Congrès, la Chambre des représentants comprend 435 membres, un par circonscription électo-

La seconde investiture du président Bill Clinton sur les marches du Capitole – où siège le Congrès américain – le 20 janvier 1997.



rale. Les tracés de ces circonscriptions sont révisés tous les dix ans à l'issue du recensement décennal et les sièges de la Chambre sont redistribués entre les Etats, en fonction des déplacements de la population.

Le Congrès et les assemblées législatives des Etats sont régis par un principe établi par le pouvoir judiciaire: «une personne, une voix», ce qui signifie que toutes les circonscriptions parlementaires doivent posséder une population à peu près égale. Cela laisse une grande latitude pour en redessiner les tracés (les frontières géographiques) tous

les dix ans au profit d'un parti ou d'un autre, ou favoriser la réélection d'un sortant par rapport à ses concurrents. Ce redécoupage vise à maintenir le nombre d'habitants par circonscription à un niveau à peu près égal malgré les mouvements de population entre diverses zones géographiques sur une période donnée. Mais, cela n'interdit pas une certaine ingéniosité

politique dans le choix des tracés.

Dans presque tous les Etats, cette tâche est effectuée par des organismes politiques et non par des commissions indépendantes des deux partis. Par conséquent, si un parti détient la majorité dans les deux chambres d'un Etat ainsi que le poste de gouverneur, il se trouve en situation de réaliser le redécoupage le plus avantageux pour lui. La Californie en est un bon exemple. Au fil des décennies, les



rapports de force et les équilibres entre les partis californiens - et donc au sein de la délégation de la Californie à la Chambre des représentants - se sont modifiés de manière spectaculaire selon le parti qui effectuait le redécoupage des circonscriptions électtorales fédérales et celles des représentants à l'assemblée de l'Etat.

Q : Comment les partis définissent-ils le rôle des Etats-Unis dans les affaires internationales? Existe-t-il de grandes différences?

R : Je crois honnêtement de dire que les partis politiques n'ont pas une attitude cohérente à propos du rôle des Etats-Unis dans les affaires internationales. Nous nous efforçons toujours, depuis la fin de la guerre froide, de trouver le phare qui nous guiderait, la ligne de conduite à suivre quant à l'usage de la force armée, la protection de la sécurité nationale et la participation à l'économie mondiale.

Les deux principaux partis, démocrate et républicain, sont eux-mêmes divisés. Prenons l'intervention de l'OTAN au Kosovo. De nombreux élus républicains au Congrès ont dénoncé l'engagement américain au Kosovo, mais il y a eu aussi des critiques démocrates. Certains conservateurs républicains dénoncent toute amé-

lioration des relations avec la Chine - et, là aussi, certains progressistes démocrates formulent les mêmes critiques au nom des droits de l'homme.

Il est donc difficile de dire comment les élections pourraient affecter notre politique étrangère.

Il existe dans les deux partis, démocrate et républicain, une aile interventionniste. De même qu'il existe dans chacun d'eux une aile isolationniste. Il y a des forces, des deux côtés, qui sont attirées par la *realpolitik* et d'autres plus sensibles aux préoccupations morales. On finit donc par se trouver en face d'une curieuse série d'alignements entrecroisés en matière de politique étrangère, qui complique toute prévision sur les conséquences des élections.

Actuellement, les principaux prétendants à l'investiture des deux partis sont fortement internationalistes; ils soutiennent l'engagement américain au Kosovo et, plus généralement, dans les affaires internationales.

L'autre question qui se pose est de savoir si la politique extérieure pourrait avoir un impact sur l'élection elle-même? Il arrive que les affaires étrangères tiennent une place importante dans les élections américaines, mais en l'absence

de candidats ne se représentant pas.

Avec la fin des hostilités au Kosovo et à moins d'une autre action militaire, je suppose que la politique étrangère ne jouera pas un rôle important dans ce scrutin.

Les démocrates seront perçus comme compétents pour diriger la politique étrangère, mais si les répu-



Les candidats républicains à l'élection présidentielle s'affrontent, dès le début de la campagne, dans l'Iowa et le New Hampshire. De gauche à droite : l'ancien vice-président Dan Quayle s'adresse à la presse dans le New Hampshire; le gouverneur du Texas George W. Bush fait sa première apparition publique dans l'Iowa; Elizabeth Dole, ancienne présidente de la Croix-Rouge américaine, signe des autographes dans le New Hampshire.

d'une action militaire à l'étranger qui entraînerait des pertes pour les Etats-Unis, l'importance essentielle de la politique étrangère concerne la confiance que placent les Américains dans les capacités d'un candidat à la présidence de bien conduire les affaires nationales et de protéger les intérêts américains sur la scène internationale.

Aussi les candidats doivent-ils dépasser un seuil de crédibilité dans ce domaine. Certes, le bilan du gouvernement sortant exerce de réels effets sur la façon dont celui-ci est globalement noté par le public. De même, le degré d'approbation dont il jouit dans l'opinion influence les élections, même si le prési-

blicains devaient choisir comme candidat le gouverneur George W. Bush du Texas (fils de l'ancien président George Bush), on pense en général que, même s'il n'est pas très expérimenté en politique étrangère, il est entouré de conseillers crédibles et vient lui-même d'une famille connue pour sa compétence dans les affaires internationales.

Q : Les républicains ont acquis la majorité dans les deux



chambres du Congrès en 1994. Les démocrates pourraient-ils y reprendre le pouvoir, indépendamment de ce qui se produira dans la course à la Maison-Blanche ?

R : Il est important de comprendre que les élections aux Etats-Unis sont très différentes des élections

Ainsi, lorsque le démocrate John Kennedy remporta de justesse la victoire sur Richard Nixon en 1960, les démocrates perdirent de fait vingt-deux sièges à la Chambre des représentants. Lorsque Bill Clinton a été élu

veront la majorité perdue lors des élections de 1994. C'est-à-dire qu'ils organiseront le Congrès à leur guise. Ils éliront le *Speaker* - le président de l'assemblée. Ils nommeront les présidents des commissions et des sous-commissions. Il importe donc de com-

tème très élaboré de freins et de contrepoids pour assurer l'équilibre des pouvoirs.

Certes, face à une menace extérieure ou à une crise interne, le système politique américain peut rapidement réunir un consensus afin que nos dirigeants puissent pourvoir à la défense de

nos intérêts sur le plan international ou intérieur. Mais dans le cours normal des affaires, rien n'est entrepris par le gouvernement sans un certain accord entre les deux partis. Il est tout simplement impossible de com-



Les candidats républicains à la présidence comprennent (de gauche à droite) Malcolm « Steve » Forbes, président-directeur général de la société qui publie le magazine économique *Forbes*; Alan Keyes, fondateur et président de la Declaration Foundation; et Orrin Hatch, sénateur de l'Utah.

parlementaires traditionnelles. Il existe des scrutins séparés pour élire le président, les sénateurs et les représentants au Congrès, pour les gouverneurs et les membres des assemblées des Etats.

Pourtant, des courants se manifestent parfois si fortement en faveur d'un parti que les résultats enregistrés sont systématiquement cohérents - comme en 1980 quand Ronald Reagan remporta une victoire décisive marquée par une progression des républicains sur tous les fronts; ou, pour remonter à 1952, quand Dwight Eisenhower remplaça le démocrate Harry Truman et amena un Congrès républicain au pouvoir.

Dans nombre d'élections, les résultats sont très divers.

pour la première fois à la présidence en 1992, ses collègues démocrates à la Chambre ont perdu dix sièges. Il est donc possible que les républicains l'emportent de peu tout en perdant la majorité à la Chambre des représentants - même si cela est moins probable au Sénat.

La Chambre est réellement à prendre. Il faut se souvenir qu'elle comprend 435 sièges et que, actuellement, les républicains y détiennent une courte majorité de six sièges. Donc, si les démocrates reprennent au moins six sièges, ils retrou-

prendre que de grandes manœuvres auront lieu au Congrès tout

au long de l'année, à la fois pour positionner les partis en vue de l'élection présidentielle et pour défendre leurs positions lors des élections législatives.

Q : Naturellement, cela pourrait nous valoir un gouvernement de cohabitation, ce qui est un phénomène très courant dans les élections nationales américaines. Que signifie le fait d'avoir un président appartenant à un parti tandis que l'autre détient la majorité dans l'une des chambres du Congrès ou dans les deux ?

R : Il faut d'abord rappeler qu'une telle cohabitation est tout à fait conforme à l'esprit de la Constitution. Les auteurs de la Constitution américaine ont préféré limiter plutôt qu'élargir les pouvoirs des majorités parlementaires. Ils ont imaginé un sys-

teme de cohabitation, ce qui est un phénomène très courant dans les élections nationales américaines. Que signifie le fait d'avoir un président appartenant à un parti tandis que l'autre détient la majorité dans l'une des chambres du Congrès ou dans les deux ?

Cela dit, est-ce intentionnellement que les électeurs américains élisent un président d'un parti et un Congrès du parti opposé ? Peu nombreux sont ceux qui y réfléchissent dans un but stratégique - ils prennent des décisions séparées en ce qui concerne la présidence et le Congrès - mais ils sont néanmoins satisfaits du résultat.

Il est vrai aussi que nous avons des élections législatives tous les deux ans, alors que le président est élu tous



les quatre ans. Au cours de ces élections de «mi-mandat», les électeurs mécontents ont tendance à s'en prendre au parti du président. De sorte que, même si le chef de l'Etat réussit, au moment de son élection, à obtenir une majorité parlementaire pour son parti, il peut perdre cette majorité lors des élections intermédiaires. Encore une grande différence par rapport au système parlementaire.

Les études portant sur la productivité respective des gouvernements, de cohabitation ou autres, ne montrent pas de grande différence dans le domaine législatif parce qu'il existe d'autres obstacles institutionnels à surmonter. Même dans le cas d'un gouvernement et d'un Congrès de même obédience politique, l'entente des deux partis est essentielle pour faire aboutir quoi que ce soit. En réalité, la cohabitation oblige un président à tirer cette leçon dès le début et à traiter de façon réaliste avec le parti de l'opposition.

Q : La presse fait une large place cette année au déroulement des élections primaires présidentielles, au cours desquelles les électeurs votent dans chaque Etat ou participent aux caucus des partis pour choisir un candidat à l'investiture de leur parti en vue de la course à la présidence. Ainsi, une grande attention est accordée au *front-loading*, le fait que les primaires ont lieu de plus en plus tôt. Pouvez-vous expliquer ce concept et les

raisons de son importance ?

R : Le candidat à la présidence d'un parti est désigné au cours de la convention nationale de ce parti par les délégués élus dans chaque Etat lors des primaires et des caucus. Ainsi, le véritable pouvoir de décision intervient à ce stade. Or, lors des dernières élections, nous avons constaté que les candidats qui obtiennent les meilleurs résultats lors du caucus de l'Iowa et de la primaire du New Hampshire ont tendance à renouveler leur succès au cours des épreuves ultérieures. Très vite, les autres concurrents se retirent et les noms des futurs candidats désignés sont en général connus dès le mois d'avril alors qu'il reste encore deux mois de primaires.

Certains Etats, craignant d'être exclus du processus, n'ont cessé d'avancer les dates de leurs primaires. La ruée sur la ligne de départ du cycle électoral est telle en 2000 que les vainqueurs de la bataille des investitures pourraient être connus dès le début du mois de mars.

Q : Pour les deux partis ?

R : Pour les deux partis. Or les conventions ne se tiennent pas avant l'été, généralement en juillet et août. La Californie, par tradition, se prononçait tout à la fin du processus. Malgré l'importance

de cet Etat doté de la délégation la plus forte, les dés étaient jetés dès les primaires ; après le retrait des adversaires, il ne restait plus guère en course que le candidat certain d'être investi. (En 2000, les élections primaires de la

gés de mener à bien collectes de fonds et organisation politique l'année précédente.

Les candidats républicains à la présidence en campagne en 1999 : Pat Buchanan (à gauche), ancien commentateur politique de CNN ; John McCain (ci-dessous), sénateur de l'Arizona ; et Gary Bauer (page de droite), président du Family Research Council.



Californie ont été avancées au 7 mars.)

Cette ruée en avant peut être considérée comme rationnelle pour chaque Etat, pris individuellement, mais il en résulte une situation d'ensemble déraisonnable : les électeurs n'ont plus vraiment assez de temps pour jauger les candidats éventuels de leur parti, les observer dans des situations diverses, les entendre débattre avec leurs adversaires et revenir, si besoin est, sur leur appréciation des candidats.

L'avancement du calendrier oblige aussi les candidats présidentiels à entamer leur campagne encore plus tôt. Devant l'accumulation des événements prévus pour le début de l'an 2000, les candidats se sentent obli-

Ainsi, toutes les candidatures actuelles ont été lancées au début de 1999. Il en résulte une sorte de campagne permanente dont la presse se croit obligée de rendre compte et le public finit par se désintéresser de la campagne avant même de connaître les candidats. Je pense donc que, de ce point de vue, cette évolution est néfaste.

Ce système d'avancement du calendrier et de compression du processus présente un risque en deux temps : le choix du gagnant intervient trop hâtivement et le parti arrive à la conclusion que ce candidat n'est peut-être pas le bon.

Un choix précipité peut se produire soit à l'occasion d'une victoire surprise dans l'une des premières compéti-



tions - celles de l'Iowa et du New Hampshire - qui entraînerait une accélération brutale du processus et la victoire précoce d'un candidat relativement inconnu, soit au profit du candidat favori avant que celui-ci ait pu convenablement faire ses preuves.

La nature de notre système de primaires suscite donc actuellement beaucoup d'insatisfaction. Mais, en toute logique, les candidats s'adaptent à la situation du moment. C'est pourquoi nous assistons à un début de campagne et à des collectes de fonds si précoces.

Q : Quels sont les Etats susceptibles d'exercer cette année une forte influence dans l'un ou l'autre parti ou dans les deux ?

R : Le fait demeure que le premier événement officiel de la campagne sera presque certainement les caucus de l'Iowa et que le second - la première primaire - aura lieu dans le New Hampshire. Aussi ces deux Etats conserveront-ils leur importance primordiale dans le processus de désignation des candidats à la présidence. La Caroline du Sud a avancé sa primaire, dans l'espoir d'emboîter le pas au New Hampshire, juste avant la ruée de plusieurs autres Etats sur la date du 7 mars. Aussi la Caroline du Sud pourrait-elle jouer un rôle significatif. Après quoi, il y aura le mardi au cours duquel une douzaine d'Etats, y compris la Californie et l'Etat de New York, pour ne citer que les plus importants, organise-

ront leurs primaires. Le «supermardi», qui rassemble une partie des Etats du Sud, n'interviendra, en fait, que la semaine suivante.

Mais le calendrier, en juin 1999, n'était pas encore définitivement arrêté. L'Iowa et le New Hampshire avaient



refusé de fixer une date précise pour leur caucus et leur primaire tant que tous les autres Etats n'auraient pas pris fermement position, afin de conserver la priorité à l'échelon national.

Q : Il est possible que l'un des candidats à la présidence soit le vice-président sortant. Quelles sont les difficultés particulières auxquelles se heurteront les efforts des démocrates pour conserver la Maison-Blanche ?

R : Quant aux vice-présidents sortants qui briguent la présidence, il y a « beaucoup d'appelés mais peu d'élus ». En d'autres termes, beaucoup obtiennent l'investiture du parti, mais peu sont élus en novembre.

George Bush est le dernier qui ait su passer de la vice-présidence à la présidence (en 1988) mais, avant lui, Martin Van Buren, au début du XIX^e siècle, fut le dernier à accomplir cet exploit. Peu de vice-présidents ont donc été

capables de réussir cette transition.

Les vice-présidents ont généralement un avantage lors du processus de sélection, parce qu'ils bénéficient du soutien du président. Leur position leur permet de s'assurer l'appui des élus et de l'appareil du parti. En outre, ils dominent le processus de collecte de fonds.

Par conséquent, Al Gore, l'actuel vice-président, est certainement le mieux placé pour obtenir l'investiture démocrate en l'an 2000, mais en cas de faux pas il lui faudra affronter un homme politique très sérieux, l'ancien sénateur Bill Bradley. Puis, s'il obtient l'investiture, il devra convaincre l'électorat qu'il a, bel et bien, les qualités requises pour saisir les commandes du Bureau ovale (le bureau du président à la Maison-Blanche).

La vice-présidence est un poste très difficile. C'est une fonction dérivée. Le titulaire est plus un agent qu'un responsable. Quoi qu'il accomplisse, c'est parce que le président le laisse faire. Un vice-président a du mal à imposer une image d'indépendance. Même si Al Gore - comme vice-président - a probablement endossé plus de responsabilités que ses prédécesseurs, la transition sera difficile.

Q : Quels sont les avantages et les inconvénients d'être le gouverneur d'un Etat, dans l'hypothèse où les républicains désigneraient un gouverneur comme candidat à la présidence ?

R : C'est passionnant. Il y a chez les républicains le désir manifeste, presque la rage, de reconquérir la Maison-Blanche, dont ils ont tenu les rênes pendant de nombreuses années depuis la Seconde Guerre mondiale. Au

Le président sortant ne peut se représenter et il existe une réelle possibilité pour l'un ou l'autre parti de remporter l'élection présidentielle en novembre prochain.

début, on avait l'impression que le champ des candidatures serait très ouvert, mais très vite George W. Bush a pris rang de favori et semble aujourd'hui encore mieux placé que ne l'avait été son père quand il sollicita l'investiture pour un second mandat présidentiel.

Le gouverneur Bush a l'avantage d'avoir été réélu avec une grande avance dans un Etat important comme le Texas, et d'avoir montré qu'il était capable d'engranger beaucoup de voix parmi les électeurs

suite page 26



★★ CAMPAGNE DE L'AN 2000 ★★

Ce calendrier présente les dates de divers caucus et primaires, des conventions républicaine et démocrate, de l'élection présidentielle et de l'investiture du prochain président des Etats-Unis. Les caucus et primaires mentionnés ont été sélectionnés en fonction de la date et de l'importance historique. Ce calendrier est encore susceptible d'être modifié.

24 JANVIER
Caucus de l'Iowa

1^{er} FEVRIER
Primaire du New Hampshire

8 FEVRIER
Primaire du Delaware

19 FEVRIER
Primaire républicaine de la Caroline du Sud

29 FEVRIER
Primaire de l'Etat de Washington

7 MARS
Primaire de la Californie
Primaire du Connecticut
Primaire de la Georgie
Primaire du Maine
Primaire du Maryland
Primaire du Massachusetts
Primaire du Missouri
Primaire du New Jersey
Primaire de l'Etat de New York
Primaire de l'Ohio
Primaire du Rhode Island
Primaire du Vermont

9 MARS
Primaire démocrate de la Caroline du Sud

10 MARS
Primaire du Colorado
Primaire de l'Utah
Primaire du Wyoming

14 MARS
Primaire de la Floride
Primaire de la Louisiane
Primaire du Mississippi
Primaire de l'Oklahoma
Primaire du Tennessee
Primaire du Texas



21 MARS
Primaire de l'Illinois

4 AVRIL
Primaire du Kansas
Primaire du Minnesota
Primaire du Wisconsin

25 AVRIL
Primaire de la Pennsylvanie

2 MAI
Primaire de la Caroline du Nord
Primaire du district de Columbia
Primaire de l'Indiana

9 MAI
Primaire du Nebraska
Primaire de la Virginie-Occidentale

16 MAI
Primaire de l'Oregon

23 MAI
Primaire de l'Arkansas
Primaire de l'Idaho

30 MAI
Primaire du Kentucky

6 JUIN
Primaire de l'Alabama
Primaire du Dakota du Sud
Primaire du Montana
Primaire du Nouveau-Mexique

29 JUILLET - 4 AOUT
Convention nationale du Parti républicain
Philadelphie, Pennsylvanie

14-17 AOUT
Convention nationale du Parti démocrate
Los Angeles, Californie

7 NOVEMBRE
Election présidentielle

20 JANVIER 2001
Investiture du président

d'origine hispanique et les femmes. Il donne un visage plus humain à la philosophie conservatrice du Parti républicain et semble posséder nombre des compétences politiques dont Bill Clinton avait fait preuve quand il

Il y a donc une bonne dose de pragmatisme dans le débat politique électoral, tandis que les hommes politiques tirent la leçon des dernières années et essaient de trouver leurs marques afin de l'emporter en novembre 2000.

était gouverneur d'un Etat sudiste plus petit en 1991 et 1992.

Si tout cela le qualifie, d'un point de vue politique, pour la présidence, nul ne peut dire s'il a les qualités pour gouverner efficacement. La fonction de gouverneur du Texas ne confère pas un grand pouvoir. Les membres de l'assemblée législative et autres élus de l'Etat tendent à exercer une grande influence sur l'action menée par leur gouverneur. Nous disposons donc de peu d'éléments sur les talents de Georges W. Bush en tant que

chef de l'exécutif. Nous en apprendrons peut-être davantage pendant le déroulement de la campagne.

Q : La composition démographique du corps électoral américain a-t-elle beaucoup changé au cours des quatre dernières années du fait de l'immigration ou du vieillissement de la population ?

R : Certes, l'arrivée à l'âge de la retraite de la génération du baby-boom ne commencera vraiment à se faire sentir qu'à la fin de la première décennie du nouveau millénaire, de sorte que le nombre des citoyens âgés est à l'heure actuelle relativement stable en pourcentage de l'électorat. Mais il s'agit d'un segment de la population dont la participation électorale est la plus élevée. Or, au cours des deux dernières élections, ces citoyens ont généralement voté pour les républicains.

Les démocrates et les républicains vont donc s'efforcer de séduire les électeurs les plus âgés. C'est pourquoi la réforme de la *Social Security* et de *Medicare*, régimes destinés aux personnes âgées et financés par des fonds fédéraux, revêtira une grande importance. Mais ce sera aussi l'une des raisons pour lesquelles au-

cun des deux partis ne devrait proposer de changement radical.

Les deux groupes démographiques les plus déterminants pour le déroulement des élections sont peut-être les Hispaniques et les femmes. Les



Le vice-président Al Gore (ci-dessus), annonce sa candidature à la présidence, dans son Etat du Tennessee. Il est en compétition, pour l'investiture démocrate, avec l'ancien sénateur Bill Bradley (page de droite) que l'on voit ici en train de saluer des électeurs dans un centre municipal du New Jersey.

Hispaniques représentent un pourcentage accru de l'électorat et, au cours des dernières années, ils ont eu tendance à voter davantage pour les démocrates, en partie à cause de la volonté manifestée par la majorité républicaine au Congrès de

diminuer les aides publiques aux immigrants légaux. Les républicains comptent sur George W. Bush pour reconquérir une partie de ces voix perdues.

De la même façon, la vie politique américaine a vu se creuser un fossé entre hommes et femmes. Celles-ci soutiennent davantage les candidats démocrates et se montrent plus favorables à l'élargissement du rôle de l'Etat dans la société américaine. Là encore, les premiers signes indiquent que George W. Bush pourrait réduire, sinon combler, ce fossé. Les femmes formeront donc un autre groupe important au sein de l'électorat.

C'est ici qu'entrent en jeu avec force l'horrible massacre survenu au lycée Columbine de Littleton, dans le Colorado, et les autres attaques à main armée de même type. Ce fait divers considéré par l'opinion publique comme l'un des plus importants de l'année 1999 a projeté sur le devant de la scène politique le problème de la violence sociale et la question



d'une limitation des armes à feu. Les femmes sont plus favorables que les hommes à des mesures de contrôle, et cette position est défendue avec plus d'enthousiasme par les démocrates que par les républicains. Le candidat républicain à la présidence

découvrir qu'ils divergent sur la question de l'avortement, la limitation des armes à feu et la manière de réformer la sécurité sociale, notamment sur le point de savoir s'il faut la privatiser partiellement ou non.



devra donc trouver le moyen de traiter ce dossier, l'inquiétude suscitée par la violence, d'une façon qui ne pousse pas les femmes dans le camp démocrate.

Q : Importe-t-il beaucoup que ce soit les démocrates ou les républicains qui gagnent, puisque aucun parti n'est vraiment porté à des extrêmes dans le contexte politique américain ?

R : Certes, par comparaison avec d'autres démocraties, nos partis sont plutôt centristes. En vérité, le fait que nous ayons seulement deux grands partis leur interdit de trop s'écarter de l'électeur moyen. Mais il existe des différences capitales. Il suffit d'examiner la plate-forme de chacun pour

Ils divergent sur l'importance à accorder à la réglementation de certains aspects de la politique économique et sociale. Ils divergent sur l'ampleur du rôle que devrait jouer le gouvernement fédéral dans l'enseignement public. Ils divergent sur l'opportunité de distribuer des bons aux parents afin de leur permettre d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées grâce à des fonds publics.

Je pourrais citer encore bien des exemples. Il existe d'autres divergences assez importantes entre les partis démocrate et républicain. Un examen de leurs représentations parlementaires révélerait que ces partis sont encore plus polarisés que ne le suggèrent les prises de po-

sition politiques contrastées que je viens d'énumérer. Nous avons effectivement assisté à une polarisation idéologique des partis pendant la dernière génération, les républicains devenant plus conservateurs et les démocrates plus progressistes. Cela s'est produit au Congrès plus qu'à la Maison-Blanche à cause de la nature des circonscriptions électorales. De nombreux députés représentent des circonscriptions idéologiquement cohérentes et plus extrémistes que d'autres - aussi leur attitude politique reflète-t-elle cette polarisation idéologique - tandis que les candidats présidentiels cherchent toujours à courtiser l'électeur indécis qui se situe en général davantage au centre.

Notre vie politique vient de traverser une période extraordinaire, au cours de laquelle chaque parti a essayé d'appliquer un programme assez ambitieux et en a été empêché par notre culture politique centriste, dont le début remonte à 1992. Ce n'est pas que Bill Clinton ait brandi un programme démesurément progressiste lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1992, mais il défendait une réforme très ambitieuse du système de santé, qui fut définitivement écartée dès 1994 sans même un vote en bonne et due forme de la Chambre et du Sénat.

Puis, après leur victoire en 1994 aux élections législatives de mi-mandat, les républicains ont tenté sous la férule du Speaker Newt Gingrich d'imposer une réduction

assez ambitieuse des prérogatives de l'Etat fédéral - limitant les pouvoirs du gouvernement central par rapport à ceux des Etats et des collectivités locales. Dans l'ensemble, ils ont été déçus de voir le président Bill Clinton reprendre le dessus et tirer parti de leurs excès.

A présent, nous sommes dans la période, je pense, où les candidats présidentiels des deux partis cherchent fortement à séduire le centre. Les démocrates se situent légèrement à gauche de ce centre et les républicains à droite.

Les élus républicains au Congrès, bien que plus conservateurs que les principaux candidats à la présidence républicains, sont en train pratiquement de sublimer leur ardeur idéologique pour ouvrir les bras à un candidat plus modéré - en l'occurrence et pour l'heure George W. Bush - dans l'espoir de reconquérir la Maison-Blanche.

Il y a donc une bonne dose de pragmatisme et, en tout cas, de modération apparente dans le débat politique électoral, tandis que les hommes politiques tirent la leçon des dernières années et essaient de trouver leurs marques afin de l'emporter en novembre 2000. ★



Thomas Mann

★ ★ ★ LES ELECTIONS LEGISLATIVES ★ ★ ★

PAR JOHN ALDRICH



Les membres de la commission sénatoriale des Affaires étrangères interrogent Madeleine Albright (de dos) lors des auditions qui ont permis de confirmer sa nomination au poste de secrétaire d'Etat en 1997. Les membres de la commission sont (de gauche à droite) les sénateurs Richard Lugar, Jesse Helms et Joseph Biden. Le Sénat américain a le pouvoir de confirmer ou de rejeter la nomination des personnes promues par le président à des fonctions gouvernementales de haut niveau.

A lors que les médias consacreront presque toute leur attention à l'élection présidentielle de l'an 2000, les Américains iront aux urnes pour choisir en même temps des milliers d'autres élus. Les élections législatives fédérales, en particulier, peuvent être aussi disputées et presque aussi importantes que la campagne présidentielle. En effet, l'équilibre des forces au Congrès, entre les deux grands partis, est tout à fait précaire. Les républicains détiennent une petite

majorité de six sièges (sur 435) à la Chambre des représentants et une majorité de cinq sièges (sur 100) au Sénat. L'incertitude règne par conséquent quant au parti qui dominera le Congrès après l'an 2000.

L'importance des élections législatives tient aussi au rôle central du Congrès dans l'élaboration de la politique. A la différence d'un régime parlementaire traditionnel, le système américain est caractérisé par des pouvoirs distincts répartis entre le Congrès et le prési-

dent. C'est le Congrès qui rédige et doit voter toutes les lois avant que le président les signe (où y oppose son veto). De plus, le fait qu'il y ait des élections séparées pour chaque fonction politique signifie qu'un parti peut détenir la majorité au Congrès tandis qu'un membre de l'autre parti est président.

Cette situation est devenue très fréquente. La Chambre et la présidence ont appartenu à des partis différents pendant quatorze des vingt dernières années, les républicains détenant la

majorité au Congrès depuis 1994 - c'est-à-dire pendant six des huit années de la présidence du démocrate Bill Clinton. Le point de savoir si le Congrès et la Maison-Blanche seront sous le contrôle d'un même parti est donc aussi l'un des enjeux de l'an 2000.

COMMENT EST CHOISI LE CONGRÈS

La Chambre des représentants et le Sénat ont des pouvoirs presque égaux, mais leurs modes d'élection sont

tout à fait différents. Les pères fondateurs de la république américaine souhaitaient que les membres de la Chambre soient proches du public. Aussi conçurent-ils la Chambre comme un organe représentatif relativement vaste et renouvelé par des élections fréquentes (tous les deux ans). A l'origine, un mandat de deux années était considéré trop long par certains. Aujourd'hui, on s'inquiéterait plutôt de constater que la fréquence des élections pousse les sortants à briguer en permanence leur réélection.

Chaque siège de la Chambre représente une circonscription géographique, et chaque membre est élu par une seule circonscription au scrutin uninominal à un tour. Chacun des 50 Etats est assuré d'obtenir au moins un siège à la Chambre, les autres sièges étant attribués aux Etats en fonction de leur population. L'Alaska, par exemple, qui a une population très réduite, détient un seul siège à la Chambre. La Californie, qui est l'Etat le plus peuplé de l'Union, occupe actuellement 54 sièges.

A l'origine, le Sénat a été conçu pour représenter les Etats et, en fait, les sénateurs étaient initialement choisis par les assemblées législatives des Etats. C'est seulement depuis l'adoption du Dix-septième Amendement à la Constitution, en 1913, que les sénateurs sont directement choisis par les électeurs de leur Etat. Chaque Etat a deux sénateurs élus pour un mandat de six ans, et

le Sénat est renouvelable par tiers tous les deux ans. Par conséquent, les sénateurs sont élus à la majorité relative, chaque Etat représentant une circonscription.

Le scrutin uninominal à un tour a tendance à favoriser



Peter Fitzgerald, membre du sénat de l'Illinois, accompagné par sa femme et son fils, s'adresse à ses partisans après la victoire qu'il a remportée dans la primaire républicaine de l'Etat, chargée de désigner un candidat au Sénat en mars 1998. A l'issue de l'élection nationale de novembre, Fitzgerald a triomphé du sénateur démocrate sortant, Carol Moseley-Braun.

l'existence d'un système bipartite. En effet, les électeurs croient généralement que les candidats d'un tiers parti ont très peu de chances de l'emporter et préfèrent ne pas « gaspiller » leurs voix. C'est pourquoi les candidats désireux de gagner des élections, évitent en général de s'affilier à un tiers parti. En fait, tout au long de leur histoire, les Etats-Unis n'ont jamais eu plus de deux principaux partis. Au cours des années 1900, une seule personnalité non affiliée au Parti démocrate ou républicain (qui sont les deux grands partis américains depuis 1860) a été

élue à la Chambre, et aucune n'a gagné un siège au Sénat.

QU'EST-CE QUI INFLUE SUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

Pendant presque tout le xx^e siècle, les élections législatives ont été « axées sur les partis ». Comme la plupart des électeurs étaient liés depuis de longues années à l'un ou l'autre des partis politiques, ils avaient tendance à voter toujours en faveur du même parti. Les membres du Congrès étaient souvent réélus et conservaient parfois leur siège pendant plusieurs décennies parce qu'une majorité de leurs électeurs soutenaient leur parti. Les efforts personnels des candidats n'avaient qu'un effet marginal sur leur électorat. A partir des années 1960, la personnalité de certains candidats et la nature de certains dossiers ont commencé à jouer un rôle important.

Les élections nationales sont devenues de plus en plus « axées sur les candidats ». Le talent que l'on met à faire campagne devant les caméras de télévision, à collecter d'énormes sommes d'argent, à réaliser des sondages et à satisfaire bien d'autres nécessités du batage électoral moderne a rendu l'électeur plus sensible à la personnalité du candidat. Par conséquent, les votants ont commencé à tenir compte des qualités et des faiblesses de chaque candidat en plus de leur loyauté envers un parti.

Quand le scrutin est axé sur les candidats, cela repré-

sente un avantage de poids pour les sortants dans une élection législative. Ceux-ci bénéficient en effet d'une plus grande attention de la part de la presse que leurs concurrents, en particulier pendant les années entre les élections. Grâce à ce surcroît d'attention des médias et à l'influence substantielle qu'ils exercent sur les questions d'intérêt public, les candidats sortants sont également mieux placés que leurs adversaires pour réunir des fonds destinés à leur campagne. Pour ces raisons et d'autres encore, les candidats sortants qui se représentent ont toutes les chances d'être réélus. Ainsi, en 1998, 401 membres de la Chambre ont voulu se faire réélire et sept d'entre eux seulement ont été battus ; seuls trois sénateurs sur les vingt-neuf qui sollicitaient un nouveau mandat ont perdu leur siège. Avec un taux de réélection de 90 % au moins, les élections au Congrès ne sont pas seulement axées sur les candidats mais également sur les sortants.

Avec plus de fonds, une meilleure couverture médiatique et l'avantage d'avoir déjà une certaine réputation, le candidat sortant l'emporte parce qu'il est connu de l'électorat, alors que bien souvent tel n'est pas le cas de ses concurrents. La difficulté de collecter des fonds est souvent à l'origine d'un cercle vicieux qui amène des candidats potentiellement sérieux à refuser l'affrontement avec des élus sortants

bien établis. Ceux qui s'obstinent à se présenter se heurtent à bien des obstacles pour obtenir les fonds nécessaires au démarrage de leur campagne. C'est pourquoi il leur arrive de rester dans l'ombre, sans jamais réussir à percer, ce qui renforce la croyance selon laquelle les candidats sortants sont quasiment imbattables.

Quand des adversaires du sortant parviennent à se faire connaître du public, les électeurs sont plus aisément amenés à traiter les deux candidats sur un pied d'égalité et à voter pour celui qui délivre le message le plus convaincant. Quels arguments ont le plus de poids lors d'une élection au Congrès ? Là aussi, les choses ont évolué.

Un ancien président de la Chambre, Thomas « Tip » O'Neill, avait l'habitude de proclamer : « Il n'est de politique que locale ». Il voulait dire par là que les élections au Congrès se décident en fonction des intérêts et des problèmes spécifiques de chaque circonscription et non pas sur des questions de caractère national. Cette idée correspond parfaitement à la façon dont l'accent est mis de plus en plus sur les candidats, ce qui leur permet d'adapter leur discours à leur circonscription.

En 1994, les élections de mi-mandat ont marqué un tournant dans ce domaine. Le Parti républicain a conservé la majorité au Sénat et remporté un nombre surprenant de sièges (52) à la Chambre, où il devenait ma-

ajoritaire pour la première fois en quarante ans. Une partie de la stratégie adoptée par un dirigeant du parti, Newt Gingrich, qui allait présider la nouvelle assemblée, avait été l'adoption d'un programme législatif en dix

le pays. Elle a en outre apporté la preuve que, pour un parti, les questions d'intérêt national et un programme politique efficace pouvaient être déterminants dans les campagnes de mi-mandat.

Quant à savoir si la straté-

que celle de 1994. Pour la première fois depuis 1934, le parti du président en exercice a remporté des sièges (cinq) à la Chambre. Même si les républicains ont conservé la majorité à la Chambre et au Sénat, on considère géné-



points, appelé le « Contrat avec l'Amérique ». Avalisé par la grande majorité des candidats républicains à la Chambre au début de la campagne électorale, il a revêtu une importance considérable et inhabituelle après l'élection. Newt Gingrich avait promis que la nouvelle majorité républicaine le ferait voter par la Chambre dans un délai étonnamment court de cent jours, ce qui fut fait. Cette initiative a rehaussé la réputation de la Chambre, du Parti républicain et du Speaker dans tout

Le représentant Bernard Sanders (à droite), seul élu indépendant au Congrès américain, argumente avec son adversaire républicain, Mark Candon (à gauche), pendant la campagne électorale de 1998 dans le Vermont. Au milieu : le journaliste Marselis Parsons, chargé de diriger le débat.

gie des partis consistera désormais à entrer en lice en s'appuyant sur un programme national, ce n'est pas évident. Il n'y a eu qu'une seule élection législative de mi-mandat depuis lors - en 1998 - et, à certains égards, elle a été aussi surprenante

ralement qu'ils ont perdu les élections de 1998. Nombre de membres du parti pensent que cette défaite était due à l'absence d'une prise de position claire sur les questions d'intérêt national. Que ce soit exact ou non, les dirigeants des partis croient désormais que ces dossiers jouent un rôle important dans les élections au Congrès.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE L'AN 2000

Les résultats inattendus des élections législatives dans les

années 1990 rendent les prévisions hasardeuses. En fait, le point le plus important pourrait bien être que la façon ancienne de conduire les campagnes électorales n'est plus la meilleure et que les électeurs sont en train de

gure. De ce fait, il semble improbable que les démocrates puissent envisager d'enlever l'un de ces sièges, encore moins d'en conquérir cinq. Par conséquent, les républicains semblent assurés de conserver la majorité au Sé-

aussi important d'évaluer dans quelle mesure le candidat présidentiel de leur parti renforcera ou affaiblira les chances des candidats à la Chambre. Les effets conjugués de la présence de postulants chevronnés à la Chambre et la vigueur de la campagne menée par le candidat présidentiel du parti, peuvent entraîner d'importants transferts de sièges entre les deux formations.

Si les questions d'intérêt national jouent un rôle de plus en plus déterminant dans les élections législatives, le facteur décisif, à l'échelon national, sera la personnalité des

candidats à la présidence en l'an 2000, voire la campagne électorale de chacun. Après les élections de 1998, les républicains ont reconnu l'importance accrue de la direction nationale du parti et Newt Gingrich a abandonné son poste de dirigeant et son siège à la Chambre en raison des pertes essuyées par ses troupes. L'orientation fortement conservatrice qu'il avait donnée au Parti républicain pendant et après la «révolution républicaine» de 1994 s'en est trouvée modifiée dans une certaine mesure. Les deux partis semblent sur le point de sélectionner des candidats à la présidence capables de séduire à la fois les modérés au

sein de leur parti et ceux qui ne sont affiliés ni à l'un ni à l'autre. Chaque formation considère généralement que cette stratégie n'est pas seulement la meilleure possible pour son candidat à la présidence, mais le meilleur espoir de produire d'importantes retombées qui permettront au parti de remporter davantage de sièges au Congrès, dans le sillage du candidat à la présidence. Nous pouvons être certains que les sortants gagneront une proportion écrasante de sièges au Congrès mais que les républicains risquent de perdre leur majorité - déjà très mince - à la Chambre. Avec une course très ouverte à la Maison-Blanche et des élections législatives également très serrées en l'an 2000, l'orientation que prendra la politique américaine demeure, elle aussi, un enjeu entre les deux partis. ★

John Aldrich est titulaire de la chaire Pfizer-Pratt et président par intérim du département de sciences politiques de l'université Duke à Durham, en Caroline du Nord. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont Before the Convention et Why Parties?, ainsi que de nombreux articles. Il est actuellement président de la Southern Political Science Association.



changer les critères selon lesquels ils prennent leurs décisions. Pourtant, il y aura un certain nombre de choses à surveiller en l'an 2000.

La question la plus pressante cette année est de savoir si les démocrates seront en mesure de remporter au moins six sièges pour recouvrer la majorité à la Chambre des représentants, dont les 435 sièges seront soumis à une réélection. Il n'y a que 33 sièges de sénateurs à renouveler, dont 19 sont actuellement détenus par des républicains. La plupart des sortants vont vraisemblablement briguer leur réélection, et les républicains qui figurent parmi eux sont des candidats de grande enver-

Newt Gingrich, alors président (*Speaker*) de la Chambre, prend la parole devant un rassemblement à Washington, pendant lequel les candidats républicains au Congrès prennent l'engagement de souscrire au Contrat avec l'Amérique durant la campagne électorale de 1994.

nat et l'attention va se tourner vers la Chambre.

Les deux partis s'efforcent de recruter les meilleurs candidats possibles et de mobiliser leurs ressources pour les élections à la Chambre. Un facteur déterminant résidera dans le choix de nouveaux candidats, notamment parmi les hommes politiques expérimentés comme les membres des assemblées législatives des Etats. Pourtant, il sera tout

LES SONDAGES D'OPINION

PAR CHRISTOPHER ARTERTON

Ces trente dernières années, les sondages sont devenus aux Etats-Unis le principal outil de recherche pour l'élaboration de la stratégie électorale.

Pour les candidats à une charge publique, la campagne électorale consiste surtout en un vaste effort de communication. Ils doivent en effet se faire entendre des publics les plus divers : les dirigeants et les membres du parti, les bailleurs de fonds éventuels, leurs partisans, les bénévoles, les journalistes et, bien sûr, les électeurs. En définitive, toutes les activités des candidats sont secondaires par rapport à leurs efforts de communication avec l'électorat. Il n'est donc pas surprenant que la majeure partie des ressources dont ils disposent soient investies dans un effort de communication à double sens : annonces publicitaires à l'intention des électeurs et sondages afin de mieux connaître l'électorat.

Ces trente dernières années, les sondages sont devenus aux Etats-Unis le principal outil de recherche pour l'élaboration de la stratégie électorale dont les éléments principaux sont les réponses à deux questions fort simples : Quelles sont les cibles à atteindre et quel message doit-il leur adresser ? Les sondages d'opinion sont indispensables pour répondre à ces questions.

TECHNIQUE DU SONDAGE

La technique la plus souvent utilisée est celle qui consiste, pour le sondeur, à téléphoner à un échantillon représentatif de personnes auxquelles il pose toute une série de questions types. La théorie de l'échantillonnage

veut que, si les personnes interrogées sont choisies au hasard et si elles sont suffisamment nombreuses, leurs réponses s'écarteront peu de celles qui auraient été obtenues si l'ensemble de l'électorat avait été consulté. Il est également essentiel de mener à bien l'enquête avant que des événements nouveaux et importants ne modifient l'attitude des électeurs, c'est pourquoi la plupart des sondages se déroulent sur une période de trois à quatre jours. Cela veut dire qu'un grand nombre d'enquêteurs, rémunérés ou bénévoles, seront nécessaires pour interroger chaque jour entre 17 et 22 heures plusieurs centaines de personnes qui répondront aux mêmes questions formulées de façon identique.

Fait étonnant, la plupart des enquêteurs ne constituent pas leur échantillon sur l'ensemble de l'électorat. Comme on le sait, la participation électorale des Américains est faible. Les organisateurs de campagnes ont appris à leurs dépens qu'il est plus efficace de se

concentrer sur les électeurs susceptibles de voter. Par conséquent, l'enquêteur demande d'abord à toute personne qu'il contacte si elle a l'intention de voter. Si sa réponse est négative, il la re-



mercie et procède alors à d'autres appels. La stratégie de communication des campagnes électorales est donc fondée sur les intérêts des personnes susceptibles de voter, et les candidats cher-

chent rarement à se rallier les suffrages de ceux qui ne votent jamais.

Après avoir identifié les électeurs probables, la première tâche de l'enquêteur consiste à les diviser en trois

catégories: les gens acquis au candidat en question, les partisans confirmés de son adversaire et les personnes sans opinion. Le principe de base de la campagne d'un candidat aux Etats-Unis se

résume alors en trois règles simples: renforcer sa base, ne pas tenir compte de celle de l'adversaire et se concentrer sur les indécis. C'est pourquoi les stratégies électorales s'adressent aux 20 à 30 % d'électeurs qui risquent de passer du Parti démocrate au Parti républicain et réciproquement.

Bien que la plupart des candidats souhaitent désespérément savoir qui est le favori des électeurs, les sondages d'échantillons représentatifs font beaucoup plus que mesurer la distance qui sépare deux candidats. L'état-major des campagnes doit avoir une estimation précise de l'opinion de l'électorat, mais il doit aussi savoir modifier ou perpétuer cette opinion. L'expression « échantillon représentatif » indique que la diversité sociale est prise en compte. Cette technique a pour but d'enregistrer les opinions de personnes répondant à des critères différents. Si, par exemple, les hommes et les femmes envisagent l'élection différemment, le sondage permettra de mesurer ce décalage. Un candidat qui compte davantage de partisans chez les hommes axera ses efforts sur les hommes encore indécis, plus susceptibles d'être ralliés à sa cause.

**CHOISIR LE
MESSAGE APPROPRIÉ**

En posant de nombreuses questions sur les préférences des électeurs concernant certains aspects de la politique gouverne-



Des citoyens de tous horizons sont réunis pour discuter de questions d'intérêt national au sein d'un groupe de réflexion – forme de sondage parrainé par le Public Broadcasting Service.



mentale, le sondage permet également au candidat de déterminer le genre de message qu'il doit adresser aux catégories d'électeurs susceptibles de jouer un rôle décisif. Vers la fin de la course

L'état-major d'une campagne doit avoir une estimation précise de l'opinion de l'électorat, mais il doit aussi savoir modifier ou perpétuer cette opinion.



électorale, par exemple, les électeurs les plus cyniques face à la politique seront peut-être les plus indécis. Cela pourra inciter un candidat à critiquer l'absentéisme de son adversaire ou à le présenter comme privilégiant la défense d'intérêts particuliers au détriment du bien commun. Un candidat qui compte peu de partisans dans l'électorat féminin pourra, grâce à un sondage, découvrir quelles sont les questions qui préoccupent les femmes et tenter de concevoir un message à leur intention.

Normalement, la création des messages qui influenceront les groupes décisifs s'appuie sur la méthode statistique : les réponses des partisans d'un candidat, de ses opposants et des indécis sont analysées de façon à déterminer l'importance du lien entre le soutien apporté au candidat et l'appréciation de la politique gouvernementale. Si ce lien est étroit, cela indique que cette politique « détermine » le choix du candidat. D'autres questions fourniront une idée du type de message destiné à un groupe cible. Les électeurs sont interrogés sur leurs habitudes en matière d'écoute radiophonique ou télévisuelle, leur appartenance à des associations, et les journaux qu'ils lisent.

ELABORER UN SONDAGE

Le sondage est à la fois une science et un art. Etablir un échantillon aléatoire, concevoir le questionnaire, enquê-

ter sur le terrain et analyser ensuite les résultats est une science. Tous ces aspects reposent sur des techniques éprouvées. L'art réside dans la façon de formuler les questions, car cela peut affecter considérablement les résultats obtenus. Imaginons par exemple les deux questions suivantes : « Etes-vous partisan de l'envoi de troupes américaines au Kosovo pour faire appliquer le récent accord de paix ? » et « Soutenez-vous le projet du président Clinton d'envoyer des troupes américaines au Kosovo pour appuyer le récent accord de paix ? » Les électeurs réagiront probablement différemment à ces deux questions ; certains seront en faveur de ce projet ou s'y déclareront opposés uniquement parce qu'on y associe le Président. Le choix entre ces deux phrases dépend du jugement du « sondeur » et de l'objet de l'enquête.

Quand les sondages doivent être utilisés pour mettre au point une stratégie, les consultants s'efforcent généralement de rédiger des questions impartiales de façon à pouvoir mesurer correctement l'opinion publique. Récemment, toutefois, ils ont recouru à des questions tendancieuses pour éprouver d'éventuels thèmes de campagne. Dans ce genre de question, on demande aux électeurs de réagir à des questions délibérément exprimées en termes très forts. Prenons l'exemple suivant : « Si vous saviez que l'un des candidats a voté en faveur de la réduction de

l'aide sociale aux pauvres, seriez-vous plus enclin à voter pour ce candidat ? » Si le sondage révèle que de nombreux électeurs indécis cessent de soutenir un candidat quand on l'associe à cette question, le commanditaire du sondage peut alors décider de retourner cette arme contre son adversaire.

Cette technique donne parfois lieu à des abus et des états-majors sans scrupule utilisent les enquêtes d'opinion à seule fin de répandre des informations défavorables à l'adversaire. S'il est difficile de prouver l'intention véritable de l'enquêteur, l'American Association of Political Consultants a récemment déclaré ce genre de sondage contraire à l'éthique. Toutefois, à l'intérieur de limites acceptables, quelques questions tendancieuses sont généralement incluses dans les sondages électoraux afin d'évaluer d'éventuels messages.

Les instituts de sondage associent de plus en plus les études ciblées et les enquêtes aléatoires pour mettre au point les messages de campagne. Dans l'étude ciblée type, on téléphone à huit ou quinze personnes prises au hasard pour leur demander de participer à une discussion collective. Dans ces réunions, les enquêteurs sont en mesure d'évaluer en profondeur les idées des participants. Ces groupes de réflexion permettent souvent d'interpréter de manière



plus détaillée les résultats d'un sondage. Savoir comment les électeurs sont parvenus à leurs conclusions peut être tout aussi important que de recueillir les opinions d'un grand nombre de personnes. Les études ciblées peuvent aussi aider les enquêteurs à rédiger les questions en des termes plus proches du mode de pensée des électeurs, de sorte que les slogans de la campagne électorale auront le maximum d'effet.

LA CAMPAGNE EN CONTINU

En coulisse, la plupart des campagnes politiques reposent sur les sondages du début à la fin de la course électorale. La candidature typique est formulée sur la base d'un sondage, dit de référence, effectué environ huit mois avant l'élection de novembre. Il s'agit d'une enquête très coûteuse sous forme de conversation téléphonique pouvant durer jusqu'à une demi-heure avec un nombre suffisant de personnes (en général 1 000 à 1 500) pour permettre de tirer des conclusions sur les opinions d'importants sous-groupes d'électeurs. Une fois que la campagne a commencé et que les électeurs sont bombardés de messages des divers candidats, l'enquêteur retourne sur le terrain, souvent plusieurs fois, muni de questionnaires beaucoup plus courts de façon à se faire une idée de l'évolution des opinions de l'électorat depuis le premier sondage de référence.

Certains états-majors de campagne dotés d'importantes ressources – généralement ceux des candidats à la présidence et aux postes de sénateur ou de gouverneur des grands Etats – ont commencé récemment à utiliser un type différent d'enquête afin de suivre sur une période assez longue l'effet qu'ont sur l'électorat les événements survenus au long de la campagne. L'enquêteur procède, par exemple, trois soirs de suite à un sondage auprès de 400 personnes. Les 1 200 personnes interrogées constituent un échantillon adéquat, la marge d'erreur étant de 3 % environ. Le quatrième soir, l'enquêteur interroge 400 autres personnes et ajoute leurs réponses à la base initiale de données, en supprimant toutefois les réponses obtenues le premier soir de son enquête. Ce processus se poursuit, parfois durant six mois de la campagne, si bien que le sondage porte sur les 1 200 réponses des trois derniers soirs. Les données qui en résulteront permettront à l'enquêteur d'observer les effets sur l'attitude et les préférences des électeurs d'événements tels que les débats télévisés, l'actualité ou l'utilisation d'un nouveau thème de campagne. Si, par exemple, le soutien dont jouissent deux candidats évolue de façon pratiquement parallèle jusqu'à ce que l'un d'eux décide de s'attaquer à l'honorabilité de son adversaire plutôt qu'à sa politique et si, à partir de ce moment-là, le soutien de l'opinion publique

évolue au profit du concurrent, l'institut de sondage aura intérêt à trouver le moyen de contrecarrer la stratégie adverse pour parer à l'échec.

Afin d'atteindre cet objectif, il pourra être amené à sonder certains sous-groupes d'électeurs ou à faire adopter un slogan différent au candidat qui perd du terrain. Toutefois, dans les deux cas, sa réaction sera fondée sur des sondages d'opinion. D'ailleurs, tous les hommes politiques américains s'accordent à penser que les sondages sont devenus un élément indispensable de toute stratégie électorale. ★

Christopher Arterton est doyen de la Graduate School of Political Management de l'université George Washington, à Washington.



★ ★ ★ LE ★ ★ ★ ROLE DES MEDIAS

PAR STEPHEN ANSOLABEHERE

En général, les Américains découvrent les choix qu'ils auront à faire lors des élections nationales, non pas à l'occasion d'un contact personnel avec des hommes politiques, ni dans des réunions publiques, ni même au cours de conversations entre eux, mais grâce aux médias – presse écrite, radio et surtout télévision. Six Américains sur dix déclarent que la télévision est leur principale source d'information sur les élections, les activités du gouvernement et l'actualité; les journaux arrivent au second rang, mais loin derrière.

La raison est sans mystère. La télévision attire un public immense qu'aucun autre mode de communication aux Etats-Unis ne peut égaler. L'Américain moyen regarde la télévision pendant trois heures par jour; un ménage moyen garde généralement la télévision allumée pendant sept heures par jour. L'échelle sur laquelle se déroulent les campagnes présidentielles et sénatoriales ainsi que les élections des gouverneurs des Etats rend la télévision essentielle. Les Etats-Unis comptent environ 200 millions de personnes en âge de voter, et la moitié d'entre elles exerce-



Des cars de reportage assurent la retransmission de la convention nationale démocrate de Chicago, dans l'Illinois, en 1996.



ront ce droit. La difficulté pour les candidats à la présidence est de persuader la majorité des électeurs de voter pour eux. La télévision est tout simplement le moyen le plus rentable de communication avec l'électorat.

Néanmoins, toutes les élections des Etats-Unis ne se gagnent pas dans les médias. Les campagnes des candidats à des fonctions moins élevées sont des affaires plus personnelles. Les candidats qui briguent des

sièges à la Chambre des représentants et ceux qui se présentent à des élections locales se fient surtout à leurs contacts personnels directs avec les électeurs et à l'envoi de courrier. Cette façon de faire campagne est d'ailleurs

la norme pour les élections parlementaires dans la plupart des autres pays.

Les élections nationales américaines, pourtant, sont uniques en leur genre, et cela est dû en grande partie à la télévision. Comment se dé-



Au cours des mois qui précèdent le début des primaires présidentielles, les hommes politiques – partant les médias – passent beaucoup de temps dans l'Iowa et le New Hampshire car ces Etats sont, conformément à la tradition, les premiers à voter. Ci-dessus : tandis

que les républicains donnent le coup d'envoi à la campagne présidentielle de 1996 dans le New Hampshire, des membres de la presse locale et nationale convergent vers les lieux.

roulent les campagnes télévisées aux Etats-Unis? Il est utile de distinguer la médiatisation payante de la médiatisation gratuite.

LA PUBLICITÉ POLITIQUE

Le recours à une médiatisation payante consiste essentiellement en messages publicitaires de trentes secondes. Parfois, l'équipe du candidat fait diffuser des séquences plus longues. En 1992, par exemple, le candidat indépendant, Ross Perot, acheta plusieurs séquences d'une demi-heure pour présenter sa candidature au public. Les candidats engagent des consultants qui conçoivent et produisent les annonces ou même élaborent une stratégie publicitaire pour toute la campagne. Ces consultants décident de l'heure et des émissions durant lesquelles seront diffusées les annonces, et ils achètent du temps d'antenne soit auprès des chaînes nationales (comme ABC, CBS ou NBC) soit auprès de chaînes locales situées dans des villes soigneusement choisies.

La plus grande partie de la publicité électorale est diffusée sur des réseaux locaux, et non pas nationaux, quand elle vise les électeurs de certains Etats. Pour conquérir la présidence, un candidat doit s'assurer le plus grand nombre de délégués ou «grands électeurs» au sein d'un collège spécial. Les grands électeurs sont répartis entre les Etats, chaque Etat détenant un nombre de

grands électeurs égal au nombre de sièges qu'il occupe à la Chambre des représentants plus deux (le nombre de sièges occupés par chaque Etat au Sénat). Pour gagner les élections générales dans un Etat, il suffit à un candidat de s'assurer une majorité relative (moyennant quoi tous les grands électeurs de cet Etat lui sont alors acquis). Cette règle obscure donne forme aux stratégies médiatiques des candidats à la présidence. Ceux-ci concentrent leurs efforts publicitaires sur les Etats où les électeurs se partagent à peu près également entre les partis et où les dollars qu'ils dépenseront en publicité pourront être plus efficaces.

La publicité diffusée à la télévision est évidemment onéreuse. La manière dont sont collectés les fonds destinés aux campagnes électorales influe sur l'impartialité des élections et sur la quantité d'informations que les électeurs peuvent recevoir. Depuis l'élection nationale de 1976, les campagnes présidentielles américaines sont financées par des fonds publics. Si un candidat s'engage à respecter les limites fixées pour ses dépenses électorales (soit 20 millions de dollars en 1972 pour l'élection nationale et 10 millions de dollars pour les primaires - montant réajusté en fonction de l'inflation), il a droit à des fonds publics pour financer sa campagne. Pendant la phase des élections primaires, les contributions privées obtenues par les can-

didats sont en partie doublées par le Trésor public. Pendant les élections nationales, les candidats investis par l'un des principaux partis ont droit à un financement public total de leur campagne mais s'interdisent de recueillir des fonds privés.

Ce financement public place les candidats présidentiels qui l'acceptent sur un pied d'égalité, du moins en ce qui concerne leurs capacités publicitaires. Les campagnes législatives, à l'inverse, sont entièrement financées par des contributions privées, les membres sortants de la Chambre et du Sénat collectent et dépensent trois fois plus de dollars que leurs rivaux. Cette inégalité donne aux sortants un énorme avantage pour annoncer sur les ondes leur candidature à une réélection.

LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE LA CAMPAGNE

L'autre aspect de la médiatisation des campagnes électorales concerne la publicité gratuite. Il s'agit de la couverture que la presse consacre à ces campagnes. À l'occasion des présidentielles, le reportage d'actualité est la principale source d'information de l'électeur. Gary Hart, sénateur du Colorado, a déclaré à propos de la couverture médiatique de sa campagne météorique, lors des primaires de 1984, qu'elle peut «vous rendre horriblement célèbre, horriblement vite».

La structure des groupes

de presse et de télévision façonne la couverture de la politique américaine. La presse américaine se compose de maints acteurs aux objectifs très divers. On peut les classer en deux catégories selon les buts qu'ils poursuivent. En premier lieu, les directeurs et les propriétaires de journaux et de chaînes de télévision se préoccupent avant tout de rentabilité. Les médias américains constituent une branche d'activité, soumise à une forte concurrence, qui est dirigée par le secteur privé et très peu réglementée par les pouvoirs publics. C'est le profit qui dicte les décisions en matière de programmation, et les émissions télévisées les plus rentables sont celles qui obtiennent la plus large audience au moindre coût. En second lieu, les journalistes et les responsables des rédactions, qui produisent les émissions d'actualité, cherchent à traiter de leur mieux la vie politique. Soucieux de leur carrière personnelle, ils brûlent de donner les nouvelles importantes avant tout autre organe de presse. Les journalistes et rédacteurs en chef se considèrent comme les avocats du peuple. Ils se livrent souvent à des enquêtes sur le gouvernement, cherchant à révéler les cas de corruption ou les comportements scandaleux, et ils obéissent à des règles rigoureuses d'objectivité et d'impartialité.

Les motivations de l'un et de l'autre groupes entrent souvent en conflit, mais ce sont les enquêtes à la fois ori-

ginales et approfondies qui reçoivent le plus d'attention. Ce genre de reportage, simultanément objectif et distrayant, fournit des informations sur l'actualité mais n'est pas onéreux à produire. Aussi la couverture média-

tique des campagnes électorales tend-elle à se concentrer sur les sondages d'opinion, les conventions des partis, les débats politiques et les publicités. Les sondages constituent des nouvelles parce qu'ils sont réali-

sés librement - en général par un organisme indépendant - et possèdent une grande valeur de divertissement, dans la mesure où ils mettent l'accent sur le côté course ou compétition sportive des campagnes. Les

conventions des partis figurent en tête de l'actualité parce qu'elles offrent un bon support visuel assorti des « petites phrases » des hommes politiques les plus en vue. Les publicités sont de plus en plus mêlées aux ac-



Les conventions nationales des partis et les débats entre les candidats à la présidence constituent deux des événements les plus largement médiatisés pendant une année électorale. Ci-dessus : une journaliste de télévision travaille en direct pendant la convention nationale républicaine à

San Diego, en Californie, en 1996. Page de droite : Bob Dole (à gauche), candidat républicain à la Maison-Blanche en 1996, aux prises avec son adversaire, le président démocrate Bill Clinton, lors d'un débat télévisé.

tualités télévisées parce qu'elles sont conçues pour le petit écran et qu'un message de trente secondes peut facilement être inséré dans une séquence d'actualité de deux minutes.

Le fait que l'accent soit mis sur les sondages, les conventions et les publicités affecte à son tour la dynamique des campagnes. Le côté course des campagnes électorales peut faire monter la cote de popularité d'un candidat dans les sondages, notamment pendant les primaires. Si l'on entend dire qu'un candidat s'en tire mieux qu'on ne l'escomptait, l'électeur peut en déduire que c'est un dirigeant capable. La couverture des conventions fait inévitablement du battage en faveur du candidat investi. Son parti bénéficie de trois ou quatre jours de couverture intense et généralement favorable. Il est courant qu'il fasse alors un bond dans les sondages : l'effet dynamique de la convention entraîne en moyenne une hausse de popularité de six points. Mais ce phénomène est de courte durée. Les conventions se tiennent à un mois d'écart l'une de l'autre et c'est le parti du président sortant qui ferme le ban. Aussi le bond enregistré par le candidat rival se trouve-t-il presque toujours effacé lors de la seconde convention. Le commentaire journalistique d'une publicité, même s'il est défavorable, avantage le candidat intéressé, car celui-ci bénéficie ainsi d'un temps d'antenne à titre gratuit. Dans les campagnes présidentielles,

où les médias essaient de répartir équitablement le temps d'antenne entre les candidats, ce genre de couverture est équilibré. En revanche, pour les élections législatives, les reportages sur les publicités des candidats



peuvent amplifier les inégalités de trésorerie existantes.

Les candidats comprennent tout à fait les motifs de la presse et y adaptent leur stratégie politique. Par exemple, ils envoient les résultats de leurs propres sondages et des copies de leurs publicités aux médias, en espérant que cette documentation sera diffusée au titre de l'actualité. Certains engagent des enquêteurs privés pour fouiller dans le passé personnel de leurs adversaires et fournir des informations à la presse sur toute conduite scandaleuse d'un candidat.

Sans doute les conventions des partis fournissent-elles les exemples les plus frappants de la manière dont la politique veut s'adapter à la télévision. Dans les années 1960 et 1970, la télévision couvrait intégralement les conventions des partis et les débats se déroulaient, comme d'habitude, avec des discours interminables et

des négociations en coulisse. C'était intéressant sur le plan politique, mais absolument sans intérêt sur le petit écran. Avec le temps, les chaînes de télévision ont réduit la couverture des conventions. Aujourd'hui, elles leur consacrent une séquence de trois heures en soirée. Les partis s'y sont adaptés en conduisant les conventions comme s'il s'agissait de shows télévisés. Quand les caméras de télévision se mettent à tourner, les organisateurs présentent désormais des documentaires produits par des professionnels sur les candidats et des discours exaltés (mais brefs) prononcés par des citoyens et par les dirigeants du parti. La convention connaît son apogée avec le discours vibrant du candidat choisi, qui accepte l'investiture du parti, laquelle lui a été, en fait, conférée quelques mois plus tôt pendant les élections primaires.

LE DISCOURS POLITIQUE EN L'AN 2000 ET AU-DELÀ

De nombreux observateurs étrangers craignent que les élections, dans leur pays, finissent par ressembler à celles des Etats-Unis. Ils s'inquiètent à l'idée que la politique, chez eux, puisse être « faite pour la télévision », avec des campagnes électorales assez habilement ficelées pour se ramener à des messages publicitaires de trente secondes et à des citations de petites phrases prononcées par les candidats à l'intention des journaux télévisés du soir. Ces craintes ne

sont pas sans fondement. L'une des « exportations » les plus caractéristiques de l'Amérique concerne les consultants électoraux. Les responsables des campagnes présidentielles aux Etats-Unis sont de plus en plus souvent engagés à l'étranger, où ils contribuent à formuler les stratégies médiatiques d'un parti pour le compte d'un prétendant au poste de Premier ministre.

Pourtant, de toute évidence, la télévision a élargi et amélioré le discours politique aux Etats-Unis. C'est un moyen de communication réellement démocratique. Tout le monde peut en profiter, quel que soit son niveau culturel et social.

Le principal souci que l'on peut avoir, avec la télévision en tant que moyen de communication politique, c'est de savoir si les points de vue présentés pendant le journal ou les autres émissions sont ceux d'un vaste éventail de citoyens ou reflètent seulement un nombre limité de convictions. Jusqu'aux années 1980, le grand public n'accédait qu'à trois chaînes : celles des grands réseaux nationaux - ABC, CBS et NBC. Ce choix restreint soulevait constamment des questions quant à l'impartialité et à la largeur de vue manifestées par les journalistes. L'état de la technologie, disait-on, limitait le nombre des chaînes accessibles.

Dans les années 1980, la situation changea radicalement. La déréglementation du secteur des télécommunications aux Etats-Unis per-

mit la création d'un vaste réseau câblé. Aujourd'hui, presque toutes les localités ont accès à la télévision par câble. Une communauté moyenne aux Etats-Unis reçoit aujourd'hui trente chaînes de télévision, qui présentent des points de vue sur tous les aspects de la société américaine. Les Américains peuvent même regarder les débats parlementaires sur un circuit câblé national appelé G-SPAN, qui a notamment diffusé le vote sur la mise en accusation du Président des Etats-Unis.

A mesure que se développaient les possibilités de communication, le discours public a également pris une place plus importante à la télévision. En outre, le câble a permis aux citoyens de participer au débat politique et d'exercer une influence plus directe sur le processus de prise de décision. Ainsi, les réactions du public aux débats sur le libre-échange, la santé publique et le budget fédéral ont influencé les décisions finales qu'a prises le Congrès sur ces questions. Par ailleurs, une nouvelle sorte d'émission est apparue: le *town meeting*, qui rassemble des Américains de tous horizons pour discuter de sujets importants, parfois directement avec le président des Etats-Unis.

La télévision – et, en fait, tous les médias – évoluent au rythme des progrès des technologies de la communication électronique. Et ces progrès font évoluer à la même cadence les modes de fonctionnement de la démoc-

ratie. Ces changements, bien entendu, ne sont pas sans inconvénient. Nombre de citoyens souhaiteraient avoir des contacts directs avec leurs représentants lors des campagnes électorales. Toutefois, dans une grande

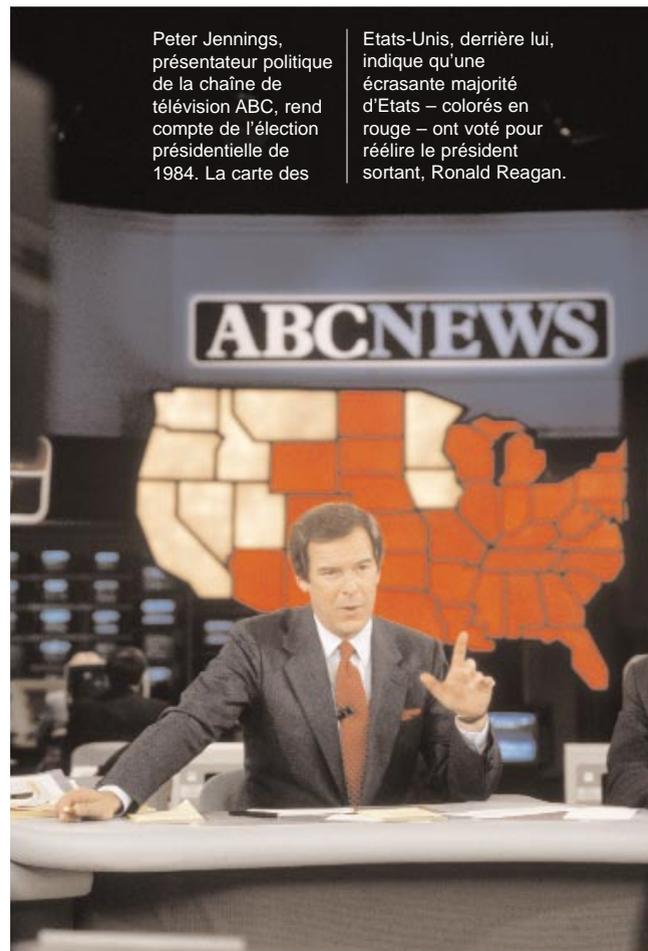
ne peuvent qu'améliorer la communication politique.

En fait, l'Internet a déjà modifié le discours public aux Etats-Unis, mais de façon subtile. Il a révolutionné le journalisme américain. Les journalistes ont désormais

se révèle être un médiocre support publicitaire. Si beaucoup de candidats ont des sites Web, aucun ne les utilise pour diffuser des messages publicitaires. Les raisons en sont simples. Contrairement à la télévision, l'Internet comporte des barrières d'accès non négligeables. Les utilisateurs doivent disposer d'ordinateurs coûteux et savoir surfer sur le Web.

Tout cela peut paraître familier. Des arguments similaires étaient avancés dans les années 1960 quant aux limites de la télévision en tant que mode de communication. Pourtant, dans la mesure où les internautes se multiplient et où l'utilisation du Web devient de plus en plus facile, on peut prédire qu'il deviendra un moyen essentiel de communication politique. Au cours des dix prochaines années, avec l'arrivée sur le Web d'une nouvelle génération politique, l'Internet surpassera probablement la télévision comme principal mode de communication. Et grâce à l'Internet, le public aura une faculté encore plus grande de pratiquer le dialogue interactif. ★

Stephen Ansolabehere est professeur de sciences politiques au Massachusetts Institute of Technology. Il est l'auteur de The Media Game et Going Negative: How Political Advertising Shrinks and Polarizes the Electorate, et il a beaucoup écrit sur la politique électorale aux Etats-Unis.



Peter Jennings, présentateur politique de la chaîne de télévision ABC, rend compte de l'élection présidentielle de 1984. La carte des

Etats-Unis, derrière lui, indique qu'une écrasante majorité d'Etats – colorés en rouge – ont voté pour réélire le président sortant, Ronald Reagan.

démocratie, ce n'est pas possible. Les progrès de la technologie ne font pas obstacle à la démocratie aux Etats-Unis, mais confèrent à la démocratie une réalité plus grande. Les nouveaux médias, notamment l'Internet,

un accès sans précédent aux documents et aux bases de données du gouvernement, aux bibliothèques publiques et privées, ainsi qu'aux archives des journaux et des autres publications. Pour l'instant, toutefois, l'Internet

Buckley v. Valeo: Buckley c. Valeo. Arrêt historique de la Cour suprême prononcé en 1976 concernant la loi sur les Campagnes électorales fédérales. Confirmant les dispositions relatives à la transparence du financement, les limites apportées aux contributions privées et les subventions publiques accordées aux candidats à la présidence, les magistrats ont toutefois invalidé les dispositions relatives à la limitation des dépenses, à l'exception des restrictions consenties par les candidats en échange de fonds publics. Ainsi, cette décision autorise sans aucune limite toutes les dépenses faites par les candidats au Congrès (lesquels ne bénéficient pas de fonds publics) et les personnes ou les groupes qui font campagne en faveur d'un candidat ou contre lui, mais dont les activités ne sont pas coordonnées avec celles d'un candidat ou de son équipe. L'arrêt précise aussi que les candidats qui ne reçoivent pas de subvention publique ne sont pas contraints de limiter les dépenses de fonds propres pendant leurs campagnes.

Caucus: Caucus. Réunion, notamment de personnes dont l'objectif est de promouvoir un changement de politique ou d'organisation. Dans le contexte des élections présidentielles américaines, ce terme a fini par désigner le rassemblement de militants politiques locaux d'un parti pour désigner un candidat à l'investiture de ce parti dans la course à la présidence. Dans un système de caucus en plusieurs étapes, les militants locaux, qui exercent une activité à l'échelon d'un bureau de vote, choisissent des délégués qui les représenteront aux réunions organisées à l'échelon du comté; ces réunions permettront à leur tour de désigner des délégués aux conventions de l'Etat. Ces conventions sélectionnent ensuite les délégués à la convention nationale du parti qui désignera le candidat officiel. L'objectif du système des caucus est d'indiquer, par le biais du choix des délégués, la préférence des membres du parti dans chaque Etat. Cela a pour effet de démocratiser la désignation du candidat à la présidence, puisque c'est surtout au niveau du bureau de vote que s'expriment les préférences, dès le début du processus.

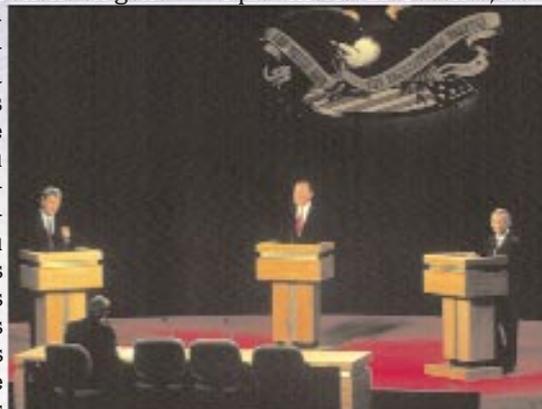
Coattails: Basques. Parties flottantes d'une jaquette. En politique américaine, ce terme évoque le fait qu'un élu ou un candidat à une fonction publique peut utiliser sa popularité personnelle pour entraîner dans son sillage d'autres candidats de son parti et ainsi augmenter leurs chances de victoire.

Conservative: Conservateur. Tenant de toute opinion politique située entre le centre-droit modéré et la droite la plus dogmatique. Le Parti républicain est généralement considéré comme le plus conservateur des deux principaux partis américains. Dans le domaine politique, les conservateurs aux Etats-Unis prônent en général l'économie de marché et la baisse des impôts; ils se méfient du pouvoir fédéral par opposition au pouvoir des collectivités locales et des Etats. Dans le domaine social, ils sont parfois opposés à l'avortement ou aux excès des organes de presse populaires.

Convention bounce: Effet dynamique de la convention. Augmentation de la popularité d'un candidat à la présidence, reflétée par les sondages d'opinion, dans les jours qui suivent son investiture lors de la convention nationale du parti.

Debate: Débat. Dans la politique américaine récente, les débats ont fini par être associés à des émissions de télévision au cours desquelles tous les candidats à la Maison-Blanche ou à la vice-présidence présentent leurs idées personnelles et celles de leur parti en réponse aux questions que leur posent les journalistes ou des membres du public. Des débats peuvent aussi avoir lieu à la radio ou lors de réunions organisées par une communauté donnée, et concerner toute fonction électorale à tous les niveaux des institutions.

Contract with America: Contrat avec l'Amérique. Programme législatif, signé par 367 candidats républicains au Congrès avant les élections de novembre 1994. Le contrat énumérait dix projets de loi que les républicains s'engageaient à soumettre à l'examen de la Chambre des représentants et à faire voter pendant les cent premiers jours de la session parlementaire ouverte en janvier 1995. Cet objectif fut atteint.



Contract with America: Contrat avec l'Amérique. Programme législatif, signé par 367 candidats républicains au Congrès avant les élections de novembre 1994. Le contrat énumérait dix projets de loi que les républicains s'engageaient à soumettre à l'examen de la Chambre des représentants et à faire voter pendant les cent premiers jours de la session parlementaire ouverte en janvier 1995. Cet objectif fut atteint.

débats ont fini par être associés à des émissions de télévision au cours desquelles tous les candidats à la Maison-Blanche ou à la vice-présidence présentent leurs idées personnelles et celles de leur parti en réponse aux questions que leur posent les journalistes ou des membres du public. Des débats peuvent aussi avoir lieu à la radio ou lors de réunions organisées par une communauté donnée, et concerner toute fonction électorale à tous les niveaux des institutions.

Divided government: Co-habitation. Expression qui désigne en général une situation où le président appartient à un parti politique alors qu'une chambre au moins du Congrès (le Sénat ou la Chambre des représentants) est dominée par le parti opposé. Le cas peut aussi se produire à l'échelon d'un Etat lorsqu'un parti occupe le poste de gouverneur et qu'un autre parti est majoritaire à l'assemblée de l'Etat. La cohabitation est courante dans le système politique américain et elle a pour effet d'inhiber les changements radicaux et d'inciter les hommes politiques des deux partis à conclure des compromis sur les lois qu'ils proposent.

Federal Election Campaign Act (FECA): Loi sur les Campagnes électorales fédérales. Texte qui régit le financement des élections fédérales. Adoptée en 1971 puis amendée en 1974, 1976 et 1979, cette loi exige que les candidats et les « comités politiques » révèlent les sources de leur financement et la manière dont ils dépensent leur argent; elle régit la perception des contributions et la façon dont les fonds sont utilisés dans le cadre des campagnes électorales fédérales, et administre les subventions publiques aux élections présidentielles.



Federal Election Commission (FEC): Commission électorale fédérale. Organisme réglementaire indépendant, chargé d'administrer et de faire appliquer la loi sur le financement des campagnes électorales fédérales. La FEC a été créée par l'amendement de 1974 apporté à la loi de 1971 sur les Campagnes électorales fédérales.

Front-loading: Avancement du calendrier. Pratique qui consiste, dans chaque Etat, à organiser les caucus et les élections primaires de plus en plus tôt par rapport à l'élection nationale. Les Etats espèrent ainsi donner un élan décisif à un ou deux candidats à la présidence et exercer une influence demeurée sur le choix du candidat par chaque parti.

Front-runner: Favori. Candidat considéré comme le plus populaire ou le plus à même d'obtenir l'investiture de son parti, voire de gagner les élections.

Hard money/soft money. Termes utilisés pour différencier les fonds dont l'utilisation est ou n'est pas régie par la loi sur le financement des campagnes électorales fédérales. *Hard money* désigne l'argent dont la loi régit l'attribution et qui peut être utilisé pour influencer l'issue des élections fédérales - c'est-à-dire en faveur de candidats précis. *Soft money*

désigne l'argent qui n'est pas attribué dans le cadre de la loi et doit être réservé à des activités qui n'influent pas sur l'élection d'un candidat à des fonctions fédérales - par exemple, les campagnes pour l'inscription sur les listes électorales, les initiatives en vue de structurer un parti ou les dépenses administratives, ainsi que les aides destinées aux candidats à des fonctions locales ou à l'échelon des Etats.

Horse race: Course hip-pique. Métaphore utilisée pour désigner une campagne électorale. La formule évoque le sentiment d'excitation qu'éprouvent les foules en regardant une compétition sportive. Le terme renvoie aussi à la façon dont les médias rendent compte des campagnes en mettant souvent plus l'accent sur les positions respectives des candidats dans les sondages - comme s'il s'agissait de chevaux engagés dans une course - que sur leurs positions politiques.

Liberal: « Progressiste ». Dans le paysage politique américain, les *liberals* se situent un peu ou relativement à gauche. Les démocrates sont considérés comme plus « libéraux », selon la définition actuelle du terme. Dans le domaine politique, les *liberals* préconisent un élargissement du pouvoir fédéral

pour remédier à ce qui est perçu comme des inégalités sociales. Dans le domaine social, ils soutiennent souvent les positions féministes notamment le droit d'une femme à choisir le moment où elle veut devenir mère, les droits des homosexuels et autres libertés concernant les choix et les comportements individuels.

Matching funds: Subvention publique accordée aux candidats à la présidence et équivalente aux contributions privées. Pendant la période des primaires, les candidats répondant aux conditions requises peuvent recevoir jusqu'à 250 dollars de subvention publique pour chaque contribution individuelle perçue.

Midterm Elections: Elections de mi-mandat. Elections législatives qui interviennent deux ans après l'élection d'un président, soit au milieu d'un mandat présidentiel. Les résultats sont parfois interprétés comme un jugement populaire porté sur le bilan

de l'action du chef de l'exécutif pendant la première moitié de son mandat. Ce scrutin concerne le tiers des sièges du Sénat et la totalité des sièges de la Chambre des représentants, de même qu'un grand nombre de fonctions au niveau des Etats et des collectivités locales.



Negative ads: Publicités négatives. Publicités qui visent à persuader les électeurs de voter pour un candidat en discréditant son adversaire, par exemple en attaquant sa personnalité ou son attitude passée sur certains dossiers.

Platform: Programme, Plate-forme. Dans le contexte de la politique présidentielle américaine, ce terme désigne l'exposé officiel par écrit des principes et des objectifs d'un parti politique. Si les candidats démocrates et républicains à la présidence adhèrent en paroles à la plate-forme de leur parti, ces nobles documents officiels perdent de l'importance depuis quelques années à mesure que la télévision s'intéresse davantage à l'apparence, la personnalité et l'aptitude à gouverner de chaque candidat.

Plurality rule: Règle de la majorité relative. Méthode qui consiste à attribuer la victoire au candidat qui a obtenu le plus de voix même lorsqu'elles n'atteignent pas 50% des suffrages. Si, par exemple, un candidat obtient 30% des voix, un deuxième 30% et un troisième 40%, le dernier recueille la majorité relative et gagne l'élection.

Political Action Committee (PAC): Comité d'action politique. On appelle ainsi les comités politiques autres que le comité officiel d'un candidat ou d'un parti politique. Les PAC peuvent être

apparentés à des entreprises, des syndicats ou toute autre organisation. Ils apportent des fonds aux candidats et se lancent dans d'autres activités relatives à l'élection. La plupart des PAC représentent une force essentielle lors des élections au Congrès et ont souvent pour objectif de faire voter des projets de loi particuliers. Ils ont considérablement accru leur influence et leur nombre au cours des dernières années: on en comptait 608 en 1976 et plus de 4 000 en 1996.

Primary: Primaire. Election organisée pour désigner le candidat de chaque parti politique à une fonction publique donnée. Des primaires peuvent se tenir à tous les niveaux des pouvoirs publics, notamment des collectivités locales pour l'élection d'un maire, des circonscriptions parlementaires pour les sièges à la Chambre des représentants, de l'Etat pour la fonction de gouverneur ou de sénateur et celle de président des Etats-Unis. Dans des primaires « fermées », seuls peuvent voter les électeurs inscrits sur les listes d'un parti. Dans des primaires « ouvertes », les électeurs inscrits sur les listes d'un parti peuvent participer à la primaire d'une autre formation.



Les primaires pour la désignation des candidats à la présidence sont organisées à l'échelon de chaque Etat; elles servent à indiquer la personnalité que la population de cet Etat préfère désigner comme candidat d'un parti. Selon les lois de l'Etat, les électeurs votent directement pour le candidat présidentiel de leur choix ou pour des délégués qui se sont « engagés » à soutenir ce candidat présidentiel à la convention nationale du parti. Les élections primaires, si elles ont lieu suffisamment tôt, peuvent mettre un terme aux espoirs d'un candidat présidentiel important et provoquer un mouvement de soutien en faveur d'un candidat moins connu.

Protest vote: Vote de protestation. Bulletin de vote favorable à un tiers parti visant non pas à faire élire le candidat en question, mais à indiquer le mécontentement de l'électeur à l'égard des candidats des deux principaux partis politiques.

Public funding: Financement public. Financement partiel des campagnes électorales présidentielles par un fonds que gère le Trésor public. Les fonds proviennent exclusivement de contributions consenties par les contribuables américains quand ils doivent s'acquitter, chaque année, de l'im-

pôt fédéral sur le revenu. (Voir « Taxpayer checkoff system »).

Push polling: Sondage d'opinion incitatif ou tendancieux. Technique de sondage d'opinion utilisée pour tester certains thèmes de campagne et qui consiste à poser des questions très précises sur un dossier ou un candidat. Des équipes sans scrupule ont usé de cette technique pour orienter les électeurs dans certaines directions en incluant des informations fausses ou trompeuses dans leurs questions.

Redistricting: Redécoupage électoral. Rectification des limites géographiques des circonscriptions parlementaires à l'intérieur des Etats pour l'élection des membres de la Chambre des représentants. Les démocrates et les républicains rivalisent à l'échelon de l'Etat pour s'emparer des mécanismes juridiques et politiques dont dépend le redécoupage électoral - généralement en obtenant la majorité dans les assemblées des Etats. Ce faisant, ils peuvent redessiner les frontières des circonscriptions parlementaires afin de donner à leur parti un avantage électoral.

Regionalization: Régionalisation. Les cinquante Etats de l'Union sont officiellement regroupés en six régions environ, qui se distinguent les unes des autres

par certains caractères géographiques et culturels. En période de primaires présidentielles, la « régionalisation » désigne la manière dont certains Etats s'associent entre eux afin de donner à leur région le maximum de poids et d'influence sur le processus électoral, notamment en organisant leurs élections primaires le même jour.

Single-member district.

Système électoral uninominal qui sert à désigner les législateurs américains, à l'échelon fédéral ou des Etats. Un seul candidat est élu par circonscription. Le gagnant est le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix. Le système uninominal permet à un seul parti de remporter la totalité d'une circonscription. C'est exactement le contraire du système « proportionnel » - plus répandu - dans lequel des circonscriptions plus vastes permettent d'élire simultanément plusieurs candidats en proportion des voix obtenues respectivement par chaque parti.

Sound bite: Petite phrase.

Remarque brève et percutante d'un candidat reprise dans les bulletins d'information de la radio et de la télévision.

Spin doctor: Conseiller en communication. Conseiller en communication ou consultant politique employé par l'équipe d'un candidat

pour lui faire obtenir la meilleure publicité possible en toute circonstance. Par exemple, après un débat entre les candidats à la présidence, les *spin doctors* de chaque bord relanceront les journalistes pour qu'ils mettent en valeur les points marqués par leur camp au cours du débat et essaieront de convaincre la presse - donc le public - que leur candidat « a gagné ».

Super Tuesday: Supermardi.

Cette expression remonte à 1988. Le 9 mars de cette année-là, certains Etats du Sud se regroupèrent pour organiser un bouquet de primaires simultanées à l'échelon régional. Cette initiative visait à renforcer l'importance des Etats du Sud dans le processus de sélection d'un candidat à la présidence et à amoindrir l'impact des caucos de l'Iowa et de la primaire du New Hampshire, premiers en date.

Actuellement, en langage courant, la formule a pris un sens plus flou du fait que plusieurs groupes de primaires peuvent avoir lieu dans diverses régions pendant un ou plusieurs mardis. Ces regroupements régionaux ou multirégionaux, quel que soit le nom qu'on leur donne, sont importants parce que le poids de scrutins aussi vastes et simultanés a tendance à accroître ou à détruire les chances de potentiels candidats à la prési-

dence compte tenu du nombre de délégués à la convention désignés en une seule journée.

Pour la prochaine élection présidentielle, un grand nombre d'Etats (dont la Californie et l'Etat de New York) organiseront leurs élections primaires le 7 mars, une semaine avant la date habituelle du supermardi.

Taxpayer checkoff system.

Système par lequel les contribuables américains peuvent décider d'affecter, chaque année, trois dollars de leur impôt fédéral sur le revenu à un fonds public constitué pour financer les élections présidentielles. Il suffit de cocher une case sur la déclaration de revenus pour donner son accord. Cela n'augmente ni ne diminue l'impôt du contribuable, mais affecte simplement

trois dollars de cet impôt au fonds de la campagne pour l'élection présidentielle. (Voir « Public Funding »).

Third party:

Tiers parti. Tout parti politique autre que les deux grandes formations qui ont dominé la politique américaine pendant le xx^e siècle - le Parti républicain et le Parti démocrate - si ce parti obtient un soutien populaire suffisamment vaste et joue un rôle capable d'influencer le résultat d'une élection.

Ticket splitting: Panaçage. Cela signifie voter pour des candidats de différents partis politiques au cours de la même élection - par exemple pour le candidat démocrate à la présidence et le candidat républicain au Sénat.

Town meeting: Réunion électorale.

Réunion sans caractère officiel organisée par un élu ou un candidat à une fonction publique avec un groupe de personnes, souvent à l'échelon local, et au cours de laquelle le public pose des questions directement à l'élu ou au candidat.

Tracking survey: Sondage en continu.

Sondage d'opinion qui permet de suivre les sentiments des électeurs au cours d'une campagne. Lors du premier sondage, l'enquêteur interroge un même nombre d'électeurs pendant trois soirées consécutives - par exemple, 400 électeurs par soirée, pour un échantillon total de 1 200 personnes. Au cours de la quatrième soirée, l'enquêteur interroge 400 électeurs supplémentaires, ajoute leurs réponses à ses statistiques et supprime les réponses du premier soir. De jour en jour, l'enquête se poursuit sur un échantillon de 1200 personnes interrogées au cours des trois jours précédents. Au fil du temps, le candidat et son équipe peuvent étudier l'ensemble du sondage et observer l'influence de certains événements sur les opinions des électeurs. ★



★ ★ POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES ELECTIONS AMERICAINES ★ ★

LIVRES

Abramson (Paul R.),
Aldrich (John H.) et
Rohde (David W.)
*Change and Continuity
in the 1996 Elections*
Congressional Quarterly
Press, 1998, 400 p.

Aldrich (John)
*Why Parties? The Origin
and Transformation of
Political Parties in
America*
University of Chicago
Press, 1995, 360 p.

Ansolabehere (Stephen) et
Iyengar (Shanto)
*Going Negative. How
Political Advertisements
Shrink and Polarize the
Electorate*
Free Press, 1996, 272 p.

Bibby (John F.)
*Governing by Consent:
An Introduction to
American Politics.*
2^e édition.
Congressional Quarterly
Press, 1995, 664 p.

Cohen (Joshua) et Rogers
(Joel)
*Reflecting All of Us: The
Case for Proportional
Representation*
Beacon Press, 1999, 80 p.

Davis (James W.)
*U.S. Presidential
Primaries and the
Caucus-Convention
System: A Sourcebook*
Greenwood Press, 1997,
312 p.

Denton (Robert E.)
*The 1996 Presidential
Campaign: A
Communication
Perspective*
Praeger Press, 1998, 299 p.

Flanigan (William H.) et
Zingale (Nancy H.)
*Political Behavior of the
American Electorate.*
9^e édition.
Congressional Quarterly
Press, 1998, 200 p.

Grofman (Bernard)
*Race and Redistricting
in the 1990s*
Athlone Press, 1998, 400 p.

Handlin (Amy H.)
*Whatever Happened to the
Year of the Woman?: Why
Women Still Aren't
Getting to the Top in
Politics*
Arden Press, 1998, 200 p.

Heineman (Kenneth J.)
*God Is a Conservative:
Religion, Politics,
and Morality in
Contemporary America*
New York University Press,
1998, 256 p.

Jones (Charles O.)
*Passages to the
Presidency: From
Campaigning to
Governing*
Brookings Institution Press,
1998, 180 p.

Maisel (L. Sandy)
*The Parties Respond:
Changes in American
Parties and Campaigns.*
3^e édition.
Westview Press, 1997,
410 p.

Mann (Thomas E.) et
Ornstein (Norman J.)
*Congress, the Press, and
the Public*
Brookings Institution Press,
1994, 212 p.

Mayer (William G.) et al.
*In Pursuit of the White
House: How We Choose
Our Presidential
Nominees*
Chatham House, 1995,
384 p.

Polsby (Nelson W.) et
Wildavsky (Aaron)
*Les Elections
présidentielles aux
Etats-Unis.*
7^e édition. Coédition
Londreys/Nouveaux
Horizons, 1988, 325 p.
(Nouvelle édition à paraître
en 2000.)

Selnow (Gary W.)
*Electronic Whistle-Stops:
The Impact of the
Internet on American
Politics*
Praeger Press, 1998, 256 p.

Thomas (G. Scott)
*The United States of
Suburbia: How the
Suburbs Took Control of
America and What They
Plan to Do With It*
Prometheus Books, 1998,
250 p.

Thomas (Norman C.) et Pika
(Joseph A.)
*"Election Politics" in The
Politics of the
Presidency.* 4^e édition.
Congressional Quarterly
Press, 1997, p. 43-95.

Thomas (Sue) et Wilcox
(Glyde), éd.
*Women and Elective
Office: Past, Present, and
Future*
Oxford University Press,
1998, 256 p.

Wayne (Stephen J.)
*The Road to the White
House, 1996*
St. Martin's Press, 1995,
336 p.

SITES INTERNET

Campagnes & élections
<http://www.camelect.com/>

Center for Responsive
Politics
<http://www.opensecrets.org/home/>

Center for the American
Woman and Politics
<http://www.rci.rutgers.edu/~cawp/>

The Committee for the
Study of the American
Electorate
<http://gspm.org/csae/>

Democratic National
Committee
<http://www.democrats.org/index.html>

League of Women Voters
<http://www.lwv.org/>

Pew Research Center for
the People and the Press
<http://www.people-press.org/index.htm>

Politics1 - Presidency2000
<http://www.politics1.com/p2000.htm>

Project Vote Smart
<http://www.vote-smart.org>

Republican National
Committee
<http://www.rnc.org/>

U.S. Federal Election
Commission
<http://www.fec.gov>

Foreign Press Centers
(liens Internet sur la
campagne de l'an 2000)
<http://www.fpc.gov/camp2000.htm>

Journal électronique de la
série « Démocratie et droits
de l'homme »:
*Des élections libres et
honnêtes*
Septembre 1996
<http://www.usia.gov/journals/itdhr/0996/ijde/ijde0996.htm>

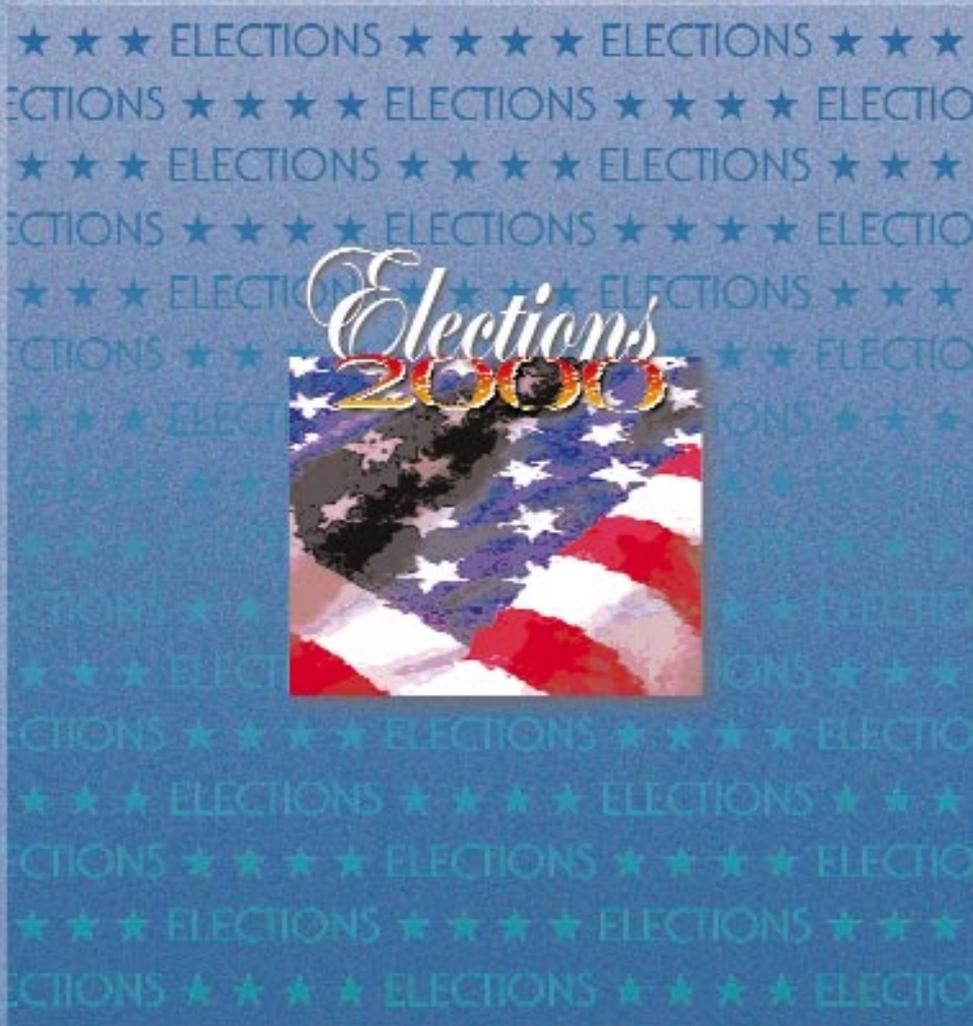
University of Michigan
Documents Center: Elections
<http://www.lib.umich.edu/libhome/Documents/center/psusp.html#elec>



CREDITS PHOTOGRAPHIQUES

Les crédits de gauche à droite sont séparés par des points virgules, et de haut en bas par des tirets. 2-3: Reza Estarkhrian/Tony Stone Images. 4: North Wind Picture Archives. 5: Hulton Getty Picture Library/Liaison Agency. 6-7: North Wind Picture Archives. 8: © Mark Peterson/SABA. 9: © Robert Kusel/Tony Stone Images. 10-11: Hulton Getty Picture Library/Liaison Agency; © Dirck Halstead/Liaison Agency — © 1960 Bob Henriques/Magnum — Archive Photos; © Matthew McVay/Tony Stone Images. 12: AP/Wide World Photos — © Ann States/SABA. 13-16: Illustrations de Randy Lyhus. 18-19: Dwight Somers. 20: © Jonathan Elderfield/Liaison Agency; Todd Buchanan; Reuters/Jim Bourg/Archive Photos. 21: © Jim Bourg/Liaison Agency; AP/Wide World Photos; Rick Kozac/IPOL, Inc. 22: © Erik S. Lesser/Liaison Agency; AP/Wide World Photos. 23: Reuters/Mark Davitt/Archive Photos. 24-25: Illustration de Ken Dubrowski. 26: © Bob Schatz/Liaison Agency. 27: Reuters/Mike Segar/Archive Photos. 28: © 1997 David Burnett/Contact Press Images. 29: Tim Boyle/newsmakers. 30-31: AP/Wide World Photos (2). 32-33: © Robert E. Daemmrich/Tony Stone Images. 36-37: James Colburn/IPOL, Inc. 38: © Ron Haviv/SABA. 40: John Emmons/IPOL, Inc. 41: © Don Smeltzer/Tony Stone Images. 42: CORBIS/Robert Maass. 43: James Colburn/IPOL, Inc. 44: © Mark Peterson/SABA; Michal Heron/Woodfin Camp & Associates. 45: © Erich Hartmann/Magnum. 46: © Michael Schwarz/Liaison Agency.

DEPARTEMENT D'ETAT, ETATS-UNIS D'AMERIQUE



BUREAU INTERNATIONAL DE L'INFORMATION